



Assemblée générale

Cinquantième session

39^e séance plénière

Mardi 24 octobre 1995, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Freitas do Amaral (Portugal)

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 29 de l'ordre du jour (suite)

Célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

Réunion commémorative extraordinaire de l'Assemblée générale à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Ce matin, nous tenons la cinquantième séance de la Réunion commémorative extraordinaire à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Je voudrais tout d'abord rappeler à toutes les délégations qu'aujourd'hui, 24 octobre, marque le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Je voudrais insister sur ce fait et espérer que nos dernières séances d'aujourd'hui nous aideront à célébrer ces 50 ans d'existence de l'Organisation. Tous les peuples du monde, qui se sont associés à nous dans cette célébration, espèrent que l'Organisation des Nations Unies sera en mesure de continuer de servir l'humanité avec la même noblesse à l'avenir.

Avant de donner la parole au premier orateur, je voudrais faire une communication concernant le programme de la séance de cet après-midi, la dernière de la réunion commémorative extraordinaire.

Après avoir entendu les allocutions de tous les États Membres, l'Assemblée prendra une décision sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 2 du rapport (A/50/48) du Comité préparatoire du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et qui contient la Déclaration à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

La Déclaration devrait être adoptée par acclamation.

Ensuite, l'Assemblée entendra le reste des orateurs, et le Secrétaire général et moi-même prononcerons des déclarations de clôture.

Allocution de S. E. M. Rinaldo Ronald Venetiaan, Président de la République du Suriname

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Rinaldo Ronald Venetiaan, Président de la République du Suriname.

S. E. M. Rinaldo Ronald Venetiaan, Président de la République du Suriname, est escorté à la tribune.

Le Président Venetiaan (*interprétation de l'anglais*) : C'est un honneur pour moi que de m'adresser à l'Assemblée générale aujourd'hui, à l'occasion de l'anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Au cours des 50 dernières années, l'ONU a guidé les peuples du monde au-delà des

cimes de la guerre froide régnant entre l'Est et l'Ouest, à travers les conflits régionaux et les éruptions d'innombrables controverses latentes entre groupes à l'intérieur de nations, et également à travers les sombres abysses de la pauvreté, de la maladie, de la discrimination et de l'ignorance.

En faisant face à ces défis, l'ONU a donné aux individus et aux institutions, aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales la possibilité de se mettre en valeur et de se distinguer en tant que véritables serviteurs de l'humanité oeuvrant pour la paix, la justice et le bien-être. La contribution de notre Organisation de nations a permis d'éviter que les souffrances du monde provoquées par des catastrophes naturelles et par les êtres humains eux-mêmes ne deviennent une source de désespoir pour l'humanité. Les entreprises de l'ONU ont fait naître des espoirs positifs d'harmonie entre les êtres humains ainsi qu'entre les hommes et la nature.

Dans cet esprit, le Gouvernement et le peuple du Suriname félicitent l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de son cinquantième anniversaire et, remplis d'espoir, ils font face à l'avenir aux côtés de l'Organisation. Cependant, cela ne veut pas dire que le Suriname entend méconnaître les nombreuses menaces réelles qui mettent en péril le monde, ni les problèmes auxquels l'ONU est confrontée à l'intérieur de ses propres structures.

De nombreux obstacles restent à surmonter dans les domaines politique, économique et social et dans la recherche par la communauté internationale d'un monde plus juste, plus équitable, plus sûr, plus pacifique et plus démocratique. Les manifestations de nationalisme extrême, de conflits ethniques et de zèle religieux excessif multiplient les tensions, déchirent des sociétés et des États et menacent la sécurité mondiale. Les déséquilibres économiques et sociaux privent toujours la majorité de l'humanité du développement et du progrès.

Les stratégies acceptées, telles que celles cherchant à réduire la croissance démographique ou à protéger l'environnement, sont parfois, pour des raisons fondées sur la politique ou la concurrence économique, entravées par des manoeuvres occultes visant à avoir le contrôle sur le progrès politique et économique des pays en développement.

Le système des Nations Unies s'est avéré au niveau international un mécanisme de première importance suffi-

samment créatif pour favoriser une inspiration et une approche communes grâce à la coopération multilatérale en associant l'action collective et le respect de la souveraineté nationale.

Nous demandons à la communauté internationale de contribuer pleinement à la définition et à la mise en oeuvre du nouveau rôle des Nations Unies, qui est incontestablement de nature humanitaire et qui vise à protéger et à préserver la vie de notre planète, ainsi qu'à relever le niveau de vie de tous les peuples en instaurant un nouvel ordre économique et social international équilibré et équitable.

Il est indéniable que si nous ne savons pas surmonter et corriger certaines lacunes des Nations Unies, l'Organisation ne sera pas capable de jouer son rôle fondamental dans la gestion du nouvel ordre mondial, pas plus qu'elle ne sera capable de réaliser ses nobles principes. Par conséquent, la tâche la plus urgente aujourd'hui pour la communauté internationale est de raffermir, de restructurer et de démocratiser l'Organisation des Nations Unies et de lui donner une assise financière solide pour la réalisation de tâches anciennes et nouvelles, afin d'éliminer dans les relations internationales la suspicion et l'hostilité, de mettre fin à la violence et d'exploiter pleinement le potentiel créatif des Nations Unies pour le sain développement des peuples du monde.

Nous, membres de la famille des nations, avec la volonté politique et l'esprit de compréhension qui s'imposent, pouvons réussir à ouvrir au monde la voie vers un ordre qui réponde mieux aux besoins et aux intérêts de l'humanité.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République du Suriname de sa déclaration.

S. E. M. Runaldo Ronald Venetiaan, Président de la République du Suriname, est escorté de la tribune.

**Allocution de S. E. M. Ramiro De León Carpio,
Président de la République du Guatemala**

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Ramiro De León Carpio, Président de la République du Guatemala.

S. E. M. Ramiro De León Carpio, Président de la République du Guatemala, est escorté à la tribune.

Le Président De León Carpio (*interprétation de l'espagnol*) : Le Guatemala, qui participe aux travaux de l'Organisation des Nations Unies depuis le tout début, prend part aujourd'hui à cet insigne aréopage qui réunit tous les dirigeants pour réaffirmer les buts et principes de la Charte de San Francisco.

Gardant à l'esprit la tragédie des grandes guerres mondiales et voulant les éliminer définitivement, les fondateurs ont créé une instance de dialogue et de concertation, indiqué des moyens de solution pacifique aux différends, et chargé un organe exécutif du maintien de la paix et de la sécurité internationales. En outre, ils ont proposé un nouvel ordre fondé sur la justice pour tous les peuples et tous les pays, affirmant leur droit de vivre les uns avec les autres, grands et petits, dans des conditions égales de sécurité, d'harmonie et de liberté.

Ni justice ni paix ne seront possibles tant que chaque être humain et chaque nation ne jouira pas, de façon égale, du même droit au dialogue, et surtout, de la même dignité qui rend l'homme véritablement libre, débarrassé des chaînes de la pauvreté et à l'abri de l'âpre haine que suscite l'inégalité. Voilà pourquoi nous estimons que l'Organisation des Nations Unies doit être une instance de représentation universelle, sans exclusion aucune.

Reconnaissons donc tout d'abord qu'il y a encore du chemin à parcourir avant de pouvoir réaliser la paix. Nous sommes encore témoins de conflits sanglants qui doivent cesser définitivement, car ils sont anachroniques, antiéconomiques, injustes, immoraux et, surtout, inhumains.

Cependant, la paix ne veut pas seulement dire l'absence de guerre : la paix veut également dire la réalisation du développement économique et social et, à ce titre, les peuples les moins développés, dont nous faisons partie, demandent simplement de pouvoir être concurrentiels sur un pied d'égalité pour que leurs produits aient accès aux marchés sans obstacles injustifiés ni considérations extra-commerciales.

Sa Sainteté Jean-Paul II, qui a lancé ici même un appel pressant pour que cesse l'injustice entre les hommes et entre les nations, a affirmé que le nouveau nom de la paix est le développement.

Cette paix ne pourra jamais se concrétiser si la politique nationale des États les plus forts et les plus puissants ne se traduit pas rapidement en mesures positives de consolidation démocratique, avec la mondialisation non seulement

économique, mais également politique et sociale, et avec une croissance économique mais à visage humain, à visage social, qui nous permette à nous, pays pauvres, de réaliser l'indépendance véritable et l'égalité souveraine auxquelles nous avons pleinement droit.

Étant réunis pour faire le bilan de l'Organisation, nous devons reconnaître ses échecs et en tirer des enseignements, mais saluer aussi les résultats d'une paix planétaire qui nous accorde espace et temps pour répondre aux problèmes humains de la pauvreté, des inégalités et de l'injustice, questions qui, dès les débuts de cette Organisation, figuraient parmi les principaux problèmes à son ordre du jour, et qui malheureusement n'ont pas encore cessé de se poser.

Le mur de Berlin est tombé, et avec son effondrement a pris fin sans effusion de sang la guerre froide. Une nouvelle réalité a pris forme qui donne une lourde responsabilité aux grands blocs économiques, qui doivent prendre en compte les épreuves dramatiques que nos sociétés ont traversées, mais surtout se souvenir des tragiques leçons du passé et comprendre que la justice ne peut se construire sur l'inégalité, que la paix ne peut être fondée sur la haine, et que la démocratie n'est efficace et fonctionnelle que par la somme de nos actes en sa faveur, sans que l'on n'avance jamais l'excuse qu'on a mené une guerre ou commis une injustice pour la préserver.

Enfin, qu'il me soit permis de dire que le peuple du Guatemala choisira librement sous peu un nouveau mandataire, à qui je remettrai la présidence avec la satisfaction d'avoir dirigé un gouvernement de transition qui a respecté le mandat principal du peuple, à savoir améliorer, préserver et renforcer les institutions et la démocratie qui s'étaient rompues, et qui a procédé à la réforme du Congrès et de la Cour suprême de justice par la voie démocratique d'une consultation populaire.

Je quitterai la présidence avec la satisfaction de pouvoir dire au monde que, grâce à des efforts rigoureux, nous avons réalisé des progrès dans le domaine des droits de l'homme, tant violés dans mon pays. Nous connaissons encore des difficultés, mais le Guatemala est différent aujourd'hui. Enfin, je quitterai mon poste avec la satisfaction d'avoir renforcé l'autorité civile, en assignant à l'armée le rôle qu'elle doit jouer dans un système démocratique et en lançant un processus de réconciliation nationale. À cela s'ajoute la satisfaction d'avoir lutté contre la pauvreté, la corruption, l'évasion fiscale, les activités liées à la drogue, le terrorisme et l'impunité.

Mais après avoir exprimé ma satisfaction devant ces activités positives, je me dois également, en tant que Président de tous les Guatémaltèques et qu'ex-intercesseur pour les droits de l'homme, partager avec vous l'angoisse et la tristesse qui m'assaillent quand je vois mes compatriotes continuer d'être confrontés à la mort, la désolation, la destruction, le veuvage et quand je vois les enfants devenus orphelins, tout cela du fait d'une guerre civile qui nous a jetés dans le tourbillon d'un conflit interne qui dure depuis 35 ans. Ceci m'autorise à lancer à cette communauté de nations un appel fervent pour qu'elle nous renforce et nous soutienne dans notre processus de paix en cours non seulement en s'acquittant de l'obligation institutionnelle incombant à l'Organisation, mais également en tendant la main de la solidarité internationale dans les domaines politique et économique.

Il s'agit de la perte de vies humaines. Les canons doivent se taire.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République du Guatemala de sa déclaration.

S. E. M. Ramiro De León Carpio, Président de la République du Guatemala, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. José María Figueres, Président de la République du Costa Rica

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. José María Figueres, Président de la République du Costa Rica.

S. E. M. José María Figueres, Président de la République du Costa Rica, est escorté à la tribune.

Le Président Figueres (*interprétation de l'espagnol*) : Nous sommes venus ici pour célébrer ensemble les 50 ans de l'Organisation des Nations Unies. Beaucoup d'entre nous conviennent que le moment est tout indiqué pour faire une pause et examiner les réalisations et les échecs de cette Organisation. C'est également une excellente occasion de faire de nouveaux rêves et d'examiner les défis que nous réserve l'avenir.

Nous sommes tous conscients qu'au cours de ces 50 dernières années, l'Organisation des Nations Unies a réussi, en des moments décisifs, à faire pencher le monde vers la paix et la solidarité.

En tant que Membre fondateur, le Costa Rica a, depuis le début, participé à cette Organisation. Ayant placé en elle toute notre confiance, nous avons supprimé notre armée deux ans après la fondation des Nations Unies. Depuis lors, nous avons vécu en paix. Ne disposant pas d'armée, nous avons pu investir davantage de ressources dans la santé, l'éducation et l'habitat. Selon les indicateurs des Nations Unies, le Costa Rica arrive cette année en tête dans le domaine du développement humain en Amérique latine.

Lorsque nous avons, au Costa Rica, étudié les moyens de célébrer ce cinquantième anniversaire qui nous réunit ensemble aujourd'hui, nous avons eu l'idée de proclamer une semaine internationale pour la paix. Notre proposition a été approuvée immédiatement par tous les pays représentés ici, et nous voudrions remercier ceux qui se sont joints à nous ou qui ont appuyé cette initiative, qui commence aujourd'hui.

Pendant ces 50 années, et notamment au cours des plus récentes, l'Amérique centrale a également accompli des progrès importants. Nous sommes passés d'une Amérique centrale autoritaire, divisée par la guerre, à une Amérique centrale démocratique et unie, qui édifie aujourd'hui son avenir à travers une alliance régionale pour le développement durable.

L'amélioration du bien-être de ses populations en est l'objectif central. Cela implique donc la préservation de l'identité culturelle des peuples indigènes et la pleine participation des femmes au processus de développement. Ce dernier aspect est peut-être l'un des plus puissants instruments de lutte contre la pauvreté. Mais l'alliance va plus loin : orientée vers l'avenir, elle intègre des préoccupations écologiques universelles telles que la préservation de la biodiversité, de la couche d'ozone et des mers.

Ce cinquantième anniversaire intervient à une époque de transition pour le monde, et coïncide également avec le moment où le Costa Rica assume la présidence du Groupe des 77 et de la Chine pour l'année à venir. Le Groupe des 77, formé dans le contexte des Nations Unies pour combattre les injustices économiques parmi les nations fortes et les nations plus faibles, a déjà derrière lui une histoire éminente. Pourtant, au seuil du prochain millénaire, sa tâche principale demeure et ses rêves ne se sont pas encore concrétisés.

La tendance vers une globalisation de l'économie peut produire des avantages pour l'ensemble de l'humanité. Mais la lutte entre des blocs commerciaux puissants a aggravé les injustices entre les nations. On parle beaucoup aujourd'hui

du libre-échange, mais, dans les faits, les pays les moins pourvus doivent non seulement lutter au sujet des prix de leurs produits, mais également affronter de nouvelles barrières commerciales. Ces pays sont tenus de respecter très strictement les normes internationales, alors que, parallèlement, les plus puissants s'écartent des accords qu'ils ont signés.

Nous ne devons pas abandonner les rêves du Groupe des 77 et de la Chine. Nous devons réaffirmer ces rêves, et nous devons trouver de nouveaux moyens de les réaliser.

Voilà pourquoi les Nations Unies doivent renforcer les instances de négociation, de dialogue et la recherche d'accords. Pour être à la hauteur de l'esprit de San Francisco, qui donna naissance à cette Organisation, elles ne doivent pas rester neutres ou passives devant les conflits importants. L'Organisation doit faire bien davantage. Les nouveaux défis qu'elle doit relever comprennent la responsabilité principale de la protection et de la préservation des ressources globales. Seule une organisation qui représente de manière égale tous les peuples de la terre peut réussir dans cette entreprise. Nous rêvons d'une Organisation des Nations Unies qui encourage les instances de coopération entre toutes les nations en vue de réduire les effets de serre, de sauvegarder, d'étudier et d'utiliser la biodiversité de la planète, de décontaminer les mers, et ainsi, d'assurer un plus grand bien-être aux générations présentes et futures.

Aujourd'hui, pensons à nos peuples. Réaffirmons notre engagement à travailler, dans l'Organisation des Nations Unies, à l'avènement d'un monde de paix, d'équité et de solidarité, en avançant sur la route qui mène au développement durable.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président du Costa Rica de sa déclaration.

S. E. M. José María Figueres, Président de la République du Costa Rica, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Ernesto Pérez Balladares, Président de la République du Panama

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Ernesto Pérez Balladares, Président de la République du Panama.

S. E. M. Ernesto Pérez Balladares, Président de la République du Panama, est escorté à la tribune.

Le Président Pérez Balladares (*interprétation de l'espagnol*) : Diverses célébrations telles que celle qui nous réunit ici se déroulent actuellement dans plusieurs de nos pays, y compris le mien, non pas tant pour marquer un anniversaire que pour remercier l'Organisation des Nations Unies de tout ce qu'elle a fait pour aider à façonner le monde d'aujourd'hui.

Les injustices persistent et la pauvreté sévit dans de nombreuses régions du monde, le respect des droits de l'homme pour bon nombre de ses habitants reste une utopie et les guerres n'ont pas totalement disparu. Mais, malgré ce panorama apparemment des plus attristants, nous devons nous demander : comment serait notre planète sans l'Organisation des Nations Unies quand on connaît le pouvoir dévastateur des armes nucléaires?

L'importance véritable de l'Organisation ne peut être mesurée en éléments susceptibles d'être quantifiés, mais en valeurs intangibles mais réelles : dans les guerres qui n'ont jamais été livrées, dans les victimes qui ne sont pas mortes à cause d'elles, dans les orphelins qui ne le sont pas parce que leurs parents n'ont pas eu à mourir dans une guerre que ni les uns ni les autres n'auraient comprise.

Lorsque l'on fait le bilan de ces 50 dernières années, nombreux sont ceux qui diront que l'Organisation est l'instance des discussions vaines, mais il est préférable que le monde dispose d'une enceinte où les conflits peuvent se livrer en paroles plutôt que d'être toujours à la recherche de champs de bataille pour régler les différends que le monde s'est inventés. Mieux vaut que le monde dispose d'une Organisation où les mots abondent plutôt que des théâtres de guerre où abondent les victimes.

Le Panama est signataire de la Charte de l'Organisation et s'enorgueillit du rare privilège d'avoir pu accueillir sur son sol une réunion du Conseil de sécurité. En effet, lorsque toutes les voies diplomatiques semblaient bloquées pour mon pays, la simple tenue d'une réunion du Conseil hors Siège a fait passer les réclamations panaméennes concernant le Canal à un niveau d'attention jamais connu auparavant. Quelques années plus tard, des négociations ont été menées à terme qui ont fait disparaître une juridiction coloniale sur la zone du Canal, et nous allons pouvoir gérer et administrer la voie transocéanique avant la fin de ce siècle. Voilà pourquoi nous devons également nous demander si notre destin serait si prometteur si nous n'avions pas eu cette possibilité, cet organisme unique en son genre où les divergences, aussi profondes soient-elles, cessent d'exister, et où les discussions se passent entre gouvernements,

sur un pied d'égalité aussi différents soient-ils sur le plan de la richesse ou de la puissance militaire.

Ce n'est pas le monde qui s'est étendu depuis que le Panama a signé avec une cinquantaine d'autres pays la Charte des Nations Unies il y a 50 ans. Ce qui a crû, c'est le nombre d'États qui sont devenus indépendants et qui ont été accueillis dans cette Organisation. Ce qui a crû ce sont les espoirs de millions de jeunes qui n'ont plus la perspective cruelle de devoir mourir dans des guerres qui n'ont ni sens ni raison. Ce qui démontre peut être le mieux les changements que le monde a subis au cours de ce demi-siècle depuis l'après-guerre est le fait que deux des nations dont les défaites militaires avaient donné naissance à l'Organisation aspirent aujourd'hui, à juste titre, à devenir membres permanents du Conseil de sécurité, et que la langue de l'exclusion a cédé le pas au caractère universel de l'organisme.

Notre engagement envers l'ONU doit être de lui faciliter sa mission pour les 50 prochaines années. Nous ne rendons pas service à l'Organisation en la blâmant pour ses erreurs ou en nous réjouissant de ses nombreuses réussites. Si l'Organisation a contribué à panser les plaies d'une guerre, elle doit maintenant aider à combler l'écart technologique et éducatif qui s'agrandit sans cesse entre les nations qui la composent. Les pays pauvres, c'est-à-dire la majorité des pays, n'aspirent pas à équiper leurs armées pour qu'elles soient comparables à celles des puissances militaires, mais ils ont de trop nombreuses raisons pour vouloir espérer que l'écart insurmontable en termes de technologie et de forces militaires ne devienne pas également un abîme de proportions insurmontables dans le domaine éducatif.

Si cet objectif est atteint avec un certain succès, ceux qui viendront ici en 2045 pour célébrer le centenaire de cette Organisation auront autant de raisons d'être reconnaissants que la génération d'aujourd'hui qui a été préservée des horreurs d'une guerre qui aurait très bien pu signifier la fin de l'humanité.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République du Panama de sa déclaration.

S. E. M. Ernesto Pérez Balladares, Président de la République du Panama, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Rafael Caldera, Président de la République du Venezuela

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Rafael Caldera, Président de la République du Venezuela.

S. E. M. Rafael Caldera, Président de la République du Venezuela, est escorté à la tribune.

Le Président Caldera (*interprétation de l'espagnol*) : Le 11 novembre 1918, le monde a salué avec joie la fin de la première guerre mondiale. Les vainqueurs avaient l'intention d'asseoir les bases d'une paix perpétuelle. On a créé la Société des Nations dans la ville rafraîchissante de Genève. On a modifié les cartes politiques, on a dissous de vastes empires et on a voulu appliquer le principe des nationalités pour délimiter les États.

Vingt ans plus tard, une conflagration a éclaté face à laquelle les horreurs de la guerre précédente semblaient bien pâles. Lorsque le nouveau conflit s'est arrêté, on a craint fortement que cela recommence. Une troisième guerre entraînerait inévitablement l'anéantissement de notre humanité et de la planète. Les armes destructrices dépassaient ce que l'imagination aurait pu concevoir. L'homme s'est révélé étonnamment capable de fabriquer avec succès les instruments de sa propre destruction.

Le fait d'avoir surmonté la possibilité angoissante d'une nouvelle catastrophe justifie cette commémoration. Il y a suffisamment de raisons de nous féliciter de cet important cinquantenaire dont nous partageons tous le succès de tout coeur, car si l'on ne peut pas nier que la crainte de la guerre nucléaire a été un facteur décisif de la paix, l'existence de cette enceinte l'a été également : c'est ici que nous tous, qui venons de tous les continents, de toutes les ethnies, de tous les pays, petits et grands, pouvons présenter nos vues, nos réclamations, nos aspirations et nos plaintes.

La fin inattendue de la guerre froide a ouvert à nouveau l'arche des illusions. Les faits ont montré pourtant qu'il était nécessaire de faire face à de nouvelles situations, existantes ou futures, pour que la paix, objectif fondamental de cet organisme, une paix réelle et authentique soit renforcée et repose sur des bases solides et stables.

Pour l'ONU, c'est un nouveau demi-siècle qui commence. Il faut préparer l'Organisation à franchir une nouvelle étape avec un nouvel ordre du jour. Il est urgent d'analyser en profondeur les causes qui peuvent provoquer l'instabilité et ouvrir les voies capables d'assurer la paix. Le souverain pontife Jean-Paul II a signalé, dans cette même enceinte, qu'il était nécessaire de garantir les droits de

l'homme des nations pour compléter les droits de l'homme des personnes, proclamés dans la Déclaration universelle de 1948.

J'estime que, parmi eux, la prééminence revient à ceux qui sont issus de la justice sociale internationale, qui reconnaît à chaque peuple le droit de promouvoir de son propre chef son développement et de demander à la communauté internationale qu'elle élimine les obstacles comme celui que constitue le poids de la dette extérieure et qu'elle apporte ce qui est indispensable pour contribuer au bien commun universel.

Après la première guerre mondiale, alors que le fracas des armes se faisait encore entendre, les dirigeants du monde ont compris l'importance de la justice sociale et créé l'Organisation internationale du Travail, qui a survécu à la Société des Nations. Durant la seconde guerre mondiale, les dirigeants des pays alliés, qui voyaient la victoire se dessiner dans l'immédiat et qui étaient traumatisés par l'ampleur du conflit, ont déclaré à Philadelphie que la pauvreté, dans quelque lieu que ce soit, représente un danger pour la prospérité de tous. Il ne faut pas l'oublier. Ce serait criminel et suicidaire de ne pas en tenir compte.

Il est naïf de penser que le libre jeu des forces économiques, dont nous admettons l'importance, suffit à faire disparaître la pauvreté. L'ONU l'a reconnu. Il est graduellement admis que l'élément humain a une importance primordiale, et ils ne sont pas rares ceux qui, comme nous, sont disposés à lutter en faveur des pauvres, même s'ils courent le risque d'être qualifiés de populistes. Il faut combattre la pauvreté, non seulement ses effets mais aussi ses causes. Il est impossible de mettre de côté la conviction que la justice est le fondement de la paix. Et la justice sociale est une composante importante de la justice.

Par ailleurs, l'expérience mondiale révèle un autre danger menaçant : la corruption sous toutes ses formes et manifestations, qui entraîne la négation de la justice. Sa répression exige que s'exercent non seulement la volonté de chaque État mais aussi la solidarité internationale. Mais il ne suffit pas de la réprimer. Il faut la prévenir. La préservation des valeurs éthiques est indispensable pour l'humanité.

Nous le disons donc sincèrement : les antagonismes de tout type, la pauvreté, surtout la pauvreté aiguë, l'égoïsme et la corruption, qui attaquent les consciences et détruisent les institutions, constituent les plus graves menaces à la paix. Les peuples souhaitent ardemment que soit pleinement

assumée la responsabilité de faire face à de tels dangers, en paroles et en actes.

Les antagonismes, les injustices, la pauvreté et la corruption sont les plus puissants ennemis à combattre en ce nouveau demi-siècle qui commence pour l'ONU.

Le moment est venu de les affronter, de transformer en réalité les bonnes intentions. Il nous faut donc accomplir notre devoir avec précision et efficacité.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République du Venezuela pour sa déclaration.

S. E. M. Rafael Caldera, Président de la République du Venezuela, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Albert Zafy, Président de la République de Madagascar

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Albert Zafy, Président de la République de Madagascar.

S. E. M. Albert Zafy, Président de la République de Madagascar, est escorté à la tribune.

Le Président Zafy : Je me réjouis fort de l'occasion qui m'est offerte de pouvoir assister à cette assemblée des nations et je me joins à tous les représentants pour saluer ce grand événement qu'est la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Cinquante ans. Ce n'est plus la jeunesse, mais ce n'est pas encore la vieillesse. C'est l'âge mûr, plein d'usages et de raison, forgé par une riche expérience récoltée le long d'un demi-siècle de carrière.

Le redressement rapide des nations ruinées par six ans de guerre, la fin de la guerre froide, l'effondrement spectaculaire du mur de Berlin sont autant de faits qui avaient autorisé les peuples à espérer l'avènement d'un monde meilleur d'où seraient bannies à jamais les guerres, la pauvreté, la misère, toutes formes d'exploitation, où régneraient le respect des droits, l'égalité effective et pas seulement théorique des nations, petites et grandes.

Mais force est de constater qu'il y a encore loin des préceptes aux faits, du slogan au concret. Aussi, cet anniversaire offre-t-il, à notre humble avis, l'occasion de dresser un bilan du demi-siècle écoulé et de s'interroger sur l'en-

semble des moyens et possibilités d'infléchir le cours des prochaines années pour que notre Organisation puisse répondre réellement aux attentes de tous les peuples du monde qui aspirent à la paix, à l'égalité, au respect des vies humaines et au progrès technique et pacifique.

Cette session extraordinaire des nations ne devra pas se limiter à une commémoration symbolique et rituelle, mais elle doit être une occasion de bilan et de réflexion sur une nouvelle stratégie de sécurité, de développement, sur l'avenir de la démocratie en dehors et au sein de notre Organisation. Pour sa part, Madagascar souscrit entièrement à toute réforme de l'ONU qui serait conforme à sa véritable vocation : à savoir, doter des pouvoirs adéquats l'Assemblée générale, qui est l'appareil le plus représentatif des voix des Membres, élargir le Conseil de sécurité sur la base d'une répartition géographique pour qu'il devienne le véritable organe d'application des résolutions de l'Assemblée générale, reflet de l'égalité, donc de la démocratie. L'exercice du droit de veto est une pratique antidémocratique, donc révolue.

La pauvreté, la drogue, les fardeaux de la dette, la montée de l'intégrisme, la xénophobie, les conflits régionaux, le chômage : voilà le mal de cette fin du siècle, fruit de l'injustice sociale et du déséquilibre économique.

Il fut un temps où l'on redoutait le péril jaune. Actuellement, on s'inquiète du péril noir ou café au lait, en parlant des immigrés en Europe. Inquiétude qui, à court terme, pourrait être bénéfique au tiers monde; le risque de déstabilisation lié à cette immigration a mobilisé la conscience de beaucoup de gens en faveur d'une aide au développement accrue au profit du tiers monde pour remédier à cet exode en direction des pays riches.

Un bon nombre de voix, notamment celle de l'UNESCO, se sont élevées pour tirer la sonnette d'alarme afin que chaque décideur s'attaque à la source des problèmes, en investissant, par exemple, davantage dans le social.

Mais il s'élève un courant opposé à l'initiative 20/20 engagée dans ce sens par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour dégager des ressources suffisantes. Il préconise la réduction des enveloppes, arguant de la non-disponibilité des financements nécessaires.

Il est déplorable de constater que, parfois, les intérêts particuliers ou nationaux l'emportent sur le sens de la solidarité qu'exige une interdépendance de plus en plus étroite. Le contexte mondial nous impose de doter l'Organisation des Nations Unies des ressources suffisantes pour lui permettre de s'acquitter de sa mission essentielle : à savoir, assurer la paix, promouvoir le développement, servir la démocratie.

Le tiers monde subit bien des contraintes. L'application du concept de «good governance» tant préconisé et subordonnant toute aide des bailleurs traditionnels n'est pas sans partialité : très flexible et complaisante dès qu'il s'agit des pays dotés de matières premières stratégiques, stricte, contraignante à l'égard des autres. La docilité ou la passivité est souvent bien cotée; être critique vous range dans la catégorie des mauvais élèves.

Les effets pervers de l'embargo économique nuisent plus à la population civile innocente qu'à ceux qu'on veut punir; par contre, la fermeté devra être la règle en matière d'embargo sur les armes.

Au seuil du XXIe siècle, l'Organisation des Nations Unies aborde un nouveau tournant. Des améliorations s'avèrent nécessaires à notre Organisation, qui avait été conçue il y a 50 ans dans un contexte politico-économique différent.

Notre détermination à agir dans cette voie sera la meilleure réponse à la fois aux inquiétudes du monde en voie de développement, qui doute de la constance de l'engagement du Nord à contribuer à la solution du problème de développement, et aux exigences de l'opinion publique des pays développés, soucieuse de la bonne utilisation de l'aide au développement. Un consensus sur les actions à mener rendrait confiance dans l'avenir des Nations Unies.

Permettez-moi de vous exprimer tout le plaisir que j'ai à vous rencontrer ici, à l'occasion de cette Assemblée générale, à laquelle nous a si aimablement invités le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, dont je salue et admire la compétence, l'abnégation et le sens aigu des responsabilités. Je le remercie pour l'organisation admirablement réussie de cette réunion extraordinaire.

Il m'est aussi agréable de féliciter la ville de New York ainsi que son maire, M. Giuliani et son équipe, pour le bon déroulement de notre séjour dans cette «Big Apple» qu'est New York.

Qu'il me soit également permis de rendre hommage au Président des États-Unis d'Amérique pour son soutien bienveillant à l'organisation de cette commémoration du cinquantième anniversaire de l'ONU.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République de Madagascar de sa déclaration.

S. E. M. Albert Zafy, Président de la République de Madagascar, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Punsalmaagiin Ochirbat, Président de la Mongolie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Punsalmaagiin Ochirbat, Président de la Mongolie.

S. E. M. Punsalmaagiin Ochirbat, Président de la Mongolie, est escorté à la tribune.

Le Président Ochirbat (*parle en mongol; interprétation à partir d'un texte anglais fourni par la délégation*) : L'Organisation des Nations Unies, née des cendres de la guerre la plus dévastatrice de l'histoire de l'humanité, célèbre aujourd'hui son cinquantenaire avec un sens renouvelé des objectifs à poursuivre et un sentiment de confiance dans l'avenir.

Avec un recul de 50 ans, on pourrait faire valoir raisonnablement qu'il n'y a pas eu de vainqueurs ni de vaincus dans cette guerre et que c'est l'humanité tout entière qui a été le seul vainqueur. Mais les 50 millions de victimes de la guerre nous rappelleront toujours avec force l'impératif toujours fondamental aujourd'hui, à savoir, persévérer dans nos efforts collectifs pour réaliser la paix, le progrès et la justice sociale. Je le dis au nom d'un pays qui était aux côtés des forces alliées et qui a fait tout son possible pour faciliter la victoire sur le fascisme et le militarisme.

La seconde moitié de ce siècle entrera dans les annales de l'histoire comme une époque de grandes victoires du génie humain, de la lutte triomphante des peuples pour la liberté, l'indépendance et la démocratie, de la concrétisation croissante des idéaux humanistes de l'équité, de la justice et des droits de l'homme. Dans tous ces processus vraiment révolutionnaires, les Nations Unies ont, en effet, joué un rôle de premier plan.

On se souviendra également de ces 50 années comme d'une époque de terrible gaspillage de créativité et d'énergie humaines aux fins de destruction, d'une époque de disparités croissantes entre les nations, d'abus flagrants de la nature et de ses ressources limitées et, surtout, d'une époque de pertes sans précédent de vies humaines et de privations, malgré les possibilités illimitées ouvertes par les révolutions de la science et de la technique. Ce monde agité aux contrastes frappants, s'étant libéré de la guerre froide, est entré dans une nouvelle phase de changements rapides dans son développement.

Aussi exigeante qu'elle soit, l'histoire nous offre une occasion unique de réaliser véritablement les nobles objectifs et idéaux conçus par les fondateurs des Nations Unies. Cela appelle instamment à une refonte audacieuse de l'Organisation. Il va sans dire que les buts et principes sous-jacents de la Charte des Nations Unies devraient représenter la base de tout changement. Le processus de réforme devrait porter sur l'ensemble du système des Nations Unies. La démocratisation, la transparence, l'obligation redditionnelle et le respect qui convient des positions de tous devraient être au coeur de la réforme. Cela concerne en particulier le Conseil de sécurité. À notre avis, cet exercice de réflexion devrait nous mener vers une Organisation qui serve mieux et protège davantage les besoins et les intérêts de la majorité des plus petits et des plus faibles.

Les Nations Unies sont trop souvent critiquées et blâmées pour tous les maux et toutes les erreurs. Mais on oublie trop souvent que l'efficacité de notre Organisation dépend directement de la volonté politique de ses États Membres. L'Organisation des Nations Unies n'est pas seulement une tribune où nous pouvons nous exprimer mais, en tant que centre d'harmonisation de nos actes et de nos positions, elle devrait également offrir un modèle de négociations constructives.

Il est impératif, à notre avis, que le mécanisme de règlement pacifique des différends fonctionne. Cela comprendrait, entre autres, le développement futur et la mise en oeuvre de règles de base qui contribueraient à faire en sorte que les négociations soient menées uniquement et exclusivement sur la base de la bonne volonté et du respect des droits souverains et égaux de tous les participants, sans obstacle d'aucune sorte visant à les troubler, à empoisonner l'atmosphère ou à obtenir des concessions unilatérales par la pression. Nous pensons qu'il s'agit là d'une question importante qui mérite d'être dûment examinée par l'Assemblée générale.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la détermination de la Mongolie à s'associer à d'autres nations soeurs, dans notre effort commun pour transmettre aux générations futures un monde pacifique, prospère, pluraliste et humain.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la Mongolie de sa déclaration.

S. E. M. Punsalmaagiin Ochirbat, Président de la Mongolie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Jiang Zemin, Président de la République populaire de Chine

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Jiang Zemin, Président de la République populaire de Chine.

S. E. M. Jiang Zemin, Président de la République populaire de Chine, est escorté à la tribune.

Le Président Jiang Zemin (*interprétation du chinois*) : Le XXe siècle, ayant traversé d'innombrables épreuves et connu toutes les vicissitudes, touche à sa fin. Dans quelques années, l'humanité franchira le seuil du XXIe siècle qui s'annonce fort prometteur. En ce moment historique, les dirigeants de divers pays sont venus des quatre coins de la planète pour commémorer ici le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Voilà qui est bien significatif.

L'ONU est née il y a 50 ans. Ce fut un événement majeur dans les annales des relations internationales. Il témoignait du souhait ardent de divers peuples d'éliminer le fléau de la guerre et traduisait l'aspiration élevée du genre humain à un nouveau monde, fondé sur la paix, l'égalité, la coopération et la prospérité.

Au cours des cinq dernières décennies, le monde a connu d'immenses changements. Dans ce contexte se sont déclenchés un vaste mouvement de libération nationale et une lutte vigoureuse pour le progrès social. L'humanité a pu vivre en paix pendant un demi-siècle. Cependant, le monde actuel n'est pas tranquille. Après la fin de la guerre froide, la situation internationale dans son ensemble évolue vers la détente. Mais, l'hégémonisme et la politique du plus fort persistent, alors que des conflits armés et des guerres locales éclatent sans désespérer. Dans les pays en développement, des centaines de millions d'habitants souffrent toujours de la pauvreté.

Durant les 50 ans passés, l'ONU a beaucoup fait pour apaiser les conflits régionaux, extirper le colonialisme, favoriser le désarmement et promouvoir la paix et le développement sur le globe. Mais elle a essuyé parallèlement de nombreux revers et échecs. Certaines grandes puissances ont utilisé la bannière de l'ONU pour promouvoir leurs desseins politiques, et leur rivalité a souvent mis l'ONU dans le pétrin et dans un état d'impuissance. Les droits et intérêts des pays en développement ne sont pas pleinement respectés, et cette situation dure depuis longtemps.

Les expériences tant positives que négatives des cinq décennies écoulées, les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que les thèmes majeurs de notre époque — la paix et le développement — nous commandent solennellement et impérativement d'agir comme suit :

Nous devons créer un environnement international de paix où régneront une sécurité fiable et une stabilité durable. Il convient de régler pacifiquement les litiges entre États au moyen de consultations et de négociations, sans recourir à la force ni à la menace de la force. En vue de garantir la sécurité de tous les pays et régions, il faut endiguer et éliminer les divers facteurs susceptibles d'engendrer la guerre.

Nous devons observer scrupuleusement les normes régissant les rapports internationaux, axées sur l'égalité en matière de souveraineté et la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures de chacun. Ces normes, prescrites dans la Charte des Nations Unies il y a 50 ans par leurs fondateurs, se montrent d'une grande vitalité et revêtent une portée toute particulière aujourd'hui. Tous les pays souverains dans le monde sont des membres égaux de la communauté internationale. Il est grand temps maintenant de mettre un terme à cette situation, où les petits sont malmenés par les grands, les faibles humiliés par les puissants et les pauvres opprimés par les riches, et d'inscrire un nouveau chapitre dans les annales des relations internationales.

Nous avons à établir un nouveau type de rapports économiques internationaux, basés sur l'avantage réciproque, la complémentarité et le développement commun. La globalisation de la vie économique exige que les différents pays procèdent à de larges échanges et instaurent une vaste coopération dans le domaine économique. Les pays développés doivent aider les pays en développement dans leurs efforts de redressement de l'économie. Cette façon d'agir répond également aux intérêts à long terme des pays développés.

Il nous faut créer à l'échelle internationale un climat harmonieux favorable au choix fait par chacun en toute indépendance et à la recherche par tous d'un terrain d'entente par-delà les divergences. Opter à son gré pour le système social et la voie de développement conformes à la réalité nationale, c'est, pour tout peuple, un droit qui s'inscrit dans le cadre de la souveraineté de son État. Personne d'autre n'est en droit de s'y immiscer. Tous doivent faire preuve de respect réciproque, s'entraider et rechercher l'entente par-delà les divergences pour vivre dans la concorde. Voilà l'unique approche conduisant à la création d'un monde multicolore où, comme le décrit un proverbe, cent fleurs rivaliseront d'éclat.

Il nous faut relever en commun les défis auxquels fait face l'humanité pour son existence et son progrès. Nous habitons la même planète. L'environnement écologique se dégrade, la misère et le chômage sévissent, la population augmente démesurément, et j'en passe. Le règlement de ces problèmes globaux dépend non seulement des efforts que chaque État déploiera de son côté, mais aussi d'une coopération étroite entre toutes les nations.

À notre avis, le nouvel ordre politique et économique international qu'appellent les peuples de leurs vœux doit comporter les points mentionnés ci-dessus. À cet égard, l'ONU se doit, d'ailleurs elle le peut, de jouer un rôle particulier et important. On peut dire que l'apparition d'un tel ordre marquera pour l'essentiel l'avènement d'un monde meilleur auquel nous avons à travailler en commun.

Le peuple chinois aime la paix et aspire au développement. Il souhaite donc resserrer ses liens d'amitié et de coopération avec les autres peuples du monde et poursuit indéfectiblement sa politique étrangère d'indépendance et de paix. Que la Chine se développe et gagne en puissance, cela ne représentera jamais une menace pour quelque pays que ce soit. Au contraire, elle sera toujours une force de poids militant pour le maintien de la paix et de la stabilité sur le globe.

Il n'y a qu'une Chine dans le monde. Taiwan fait partie intégrante du territoire chinois. Le Gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement légal de la Chine, l'unique représentant de celle-ci au sein des Nations Unies. Le peuple chinois, pleinement confiant, est tout à fait capable, et il en a les moyens, de réaliser, à l'abri de toute interférence, la cause grandiose de la réunification de la patrie.

La Chine, en tant que Membre fondateur et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a toujours agi

en stricte conformité avec les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et assumé sérieusement ses responsabilités et obligations internationales. À notre sens, il convient de procéder à une réforme nécessaire et appropriée de l'ONU, dans un esprit équitable, raisonnable et basé sur d'amples consultations.

Nous, les hommes politiques de la présente génération, avons à accomplir une mission historique, celle de promouvoir la paix, le développement et le progrès sur notre planète, en poursuivant l'oeuvre de nos prédécesseurs et en frayant le chemin à nos successeurs. Marchons donc la main dans la main au-devant de l'ère nouvelle et conjuguons nos efforts pour créer un monde meilleur.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République populaire de Chine de sa déclaration.

S. E. M. Ziang Zemin, Président de la République populaire de Chine, est escorté de la tribune.

Allocution de Son Altesse Sérénissime le Prince Rainier III, Chef d'État de la Principauté de Monaco

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de Son Altesse Sérénissime le Prince Rainier, Chef d'État de la Principauté de Monaco.

Son Altesse Sérénissime le Prince Rainier III, Chef d'État de la Principauté de Monaco, est escortée à la tribune.

Le Prince Rainier : La Principauté de Monaco, qui occupe une place modeste dans le concert des nations, est honorée de pouvoir s'associer à l'hommage solennel que l'Assemblée générale consacre par cette session extraordinaire à la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Les terribles images de la seconde guerre mondiale, des combats effroyables, des destructions massives, des souffrances infinies infligées à d'innocentes populations civiles et aux combattants, nous rappellent encore sous l'empire de quels événements, de quels périls, les représentants des 51 pays alliés s'étaient réunis à San Francisco pour signer, le 26 juin 1945, la Charte fondatrice des Nations Unies.

Si, depuis cette date mémorable, l'équilibre des forces militaires et la diplomatie ont épargné aux hommes un

nouvel embrasement mondial, nombreuses néanmoins sont les contrées à souffrir d'affrontements armés. Trop souvent avons-nous encore sous les yeux le spectacle pathétique de populations entières fuyant les combats sur les routes incertaines de l'exode, de familles dispersées, d'enfants et de vieillards totalement abandonnés.

En chaque circonstance, l'Organisation des Nations Unies a fait, et fait de son mieux, avec l'autorité et les moyens dont elle dispose, pour aider au retour à la paix, protéger les populations exposées, soulager la misère des victimes.

L'épreuve des faits montre que les nécessités ayant inspiré la Charte de San Francisco conservent toute leur actualité.

Indépendamment des conflits que j'évoquais à l'instant, au cours des 50 dernières années, le monde a connu d'autres bouleversements que les responsables politiques doivent prendre en compte dans leur action quotidienne et dans leurs décisions.

Pour m'en tenir à l'essentiel, je veux parler de l'explosion démographique que connaissent certaines régions du globe, des atteintes graves que l'urbanisation et l'industrialisation ont portées à la nature et à l'environnement, des progrès extraordinaires des sciences et des techniques, souvent profitables à l'homme mais parfois porteurs de nouveaux dangers pour sa vie ou sa santé, de l'apparition de fléaux comme la drogue et le sida, les terrorismes aveugles de diverses formes et inspirations.

Les Nations Unies et les institutions spécialisées constituées autour d'elles oeuvrent pour favoriser l'échange des connaissances, la concertation et la coopération qui, seuls, permettront aux hommes et aux nations d'avancer sur la voie de la paix et d'une prospérité durables. C'est le défi majeur qui se pose en cette fin de deuxième millénaire.

Comme Membre de l'Organisation des Nations Unies, la Principauté de Monaco a adhéré aux buts et aux principes énoncés dans la Charte de San Francisco. Dans cette enceinte, mon pays, pour l'instant, n'a d'autre ambition que d'assumer les obligations qui découlent de cette Charte et des décisions qui sont prises sur son fondement.

Monaco s'associe régulièrement par des concours financiers aux actions en faveur des enfants, des réfugiés, des victimes de la torture, des handicapés et de l'oeuvre humanitaire de l'Organisation. À ce titre, la Principauté est toujours disposée à participer aux initiatives pour renforcer

la protection des populations civiles désarmées en période de conflit.

Pays à vocation maritime, la Principauté est particulièrement active, et entend le rester, dans le domaine de la protection des mers et des océans et, au-delà, de la nature en général.

Monaco reste fidèle aux recommandations adoptées au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro et s'efforce de les mettre en oeuvre. Nous savons désormais que les ressources naturelles ne sont pas inépuisables. Seule une exploitation mesurée de celles-ci assurera, dans la paix, un avenir aux générations futures.

Je ne saurais terminer mon propos sans rendre hommage, l'hommage qu'ils méritent, aux fonctionnaires et anciens fonctionnaires des Nations Unies et, bien entendu, au premier d'entre eux, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, et à ses prédécesseurs, pour le dévouement et l'abnégation avec lesquels, certains d'ailleurs au péril de leur vie, ils servent et ont servi notre Organisation.

Puisse l'expérience des 50 dernières années nous inciter à poursuivre nos efforts pour que le monde s'inspire encore plus des idéaux qui ont présidé à la création des Nations Unies.

La paix, ce n'est pas seulement l'absence de guerre. C'est avant tout une vocation que chacun porte en lui pour la transmettre afin qu'elle s'enracine et s'épanouisse partout, pour tous.

Le Président : Je remercie le Chef d'État de la Principauté de Monaco de sa déclaration.

Son Altesse Sérénissime le Prince Rainier III, Chef d'État de la Principauté de Monaco, est escortée de la tribune.

Allocution de S. E. M. Cheddi Jagan, Président de la République coopérative du Guyana

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Cheddi Jagan, Président de la République coopérative du Guyana.

S. E. M. Cheddi Jagan, Président de la République coopérative du Guyana, est escorté à la tribune.

Le Président Jagan (*interprétation de l'anglais*) : Alors que l'Organisation des Nations Unies célèbre fièrement son cinquantième anniversaire, je voudrais m'associer aux autres membres de la communauté internationale pour rendre hommage à cette Organisation qui nous a tant servis tout au long de ces nombreuses années.

Comme de nombreux autres orateurs l'ont déjà affirmé les réalisations de l'Organisation des Nations Unies au cours de ses 50 années d'existence ont été nombreuses et significatives. Avec la fin de la guerre froide, il y a aujourd'hui la promesse de réalisations encore plus importantes.

Il reste que, même si les tensions nées de l'affrontement Est-Ouest ont disparu, nous sommes encore les otages de diverses menaces contre notre paix et notre sécurité. Cette période cruciale est marquée par, premièrement, la mondialisation et la libéralisation de l'économie mondiale, dominée par les sociétés transnationales et une idéologie dominante; deuxièmement, un taux de chômage et de sous-emploi inacceptable même en période de croissance économique, appelée «croissance sans emploi» et «reprise sans emploi»; troisièmement, une pauvreté et des disparités croissantes, dans les pays développés et en développement, entre les nantis et les démunis, les personnes intégrées socialement et les exclus, et entre le Nord riche et le Sud pauvre; quatrièmement, les déficits budgétaires chroniques du budget et les problèmes du déficit de la balance des paiements de nombreux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), entraînant un démantèlement de l'État social et des coupes dans les allocations sociales au Nord et des réductions dans l'aide au Sud — phénomène aujourd'hui appelé «lassitude du donateur» ou «lassitude d'aider»; cinquièmement, la désintégration sociale, y compris au sein de la famille; sixièmement, des conflits et troubles à caractère racial, ethnique, tribal, culturel et religieux, engendrant un accroissement sensible du nombre de réfugiés; et septièmement, une démagogie et une confusion donnant lieu, au plan politique, à une montée dangereuse de l'extrême droite, de la droite religieuse, du chauvinisme national, de la xénophobie et du néo-fascisme et, au plan social, au racisme et aux attaques racistes.

Pris ensemble, ces facteurs représentent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales et individuelles. En conséquence, l'établissement d'un nouvel ordre mondial en tant que complément à l'Agenda des Nations Unies pour le développement s'impose d'urgence. Un nouvel ordre mondial doit avoir pour objectif le développement humain, ce qui signifie la satisfaction des besoins élémentaires de tous, un développement culturel et un environnement sain pour tous.

Pour aboutir à un nouvel ordre humain mondial, il est nécessaire d'établir un système de gouvernance globale juste et rationnel fondé sur une collaboration authentique et une interdépendance entre le Nord et le Sud pour le bénéfice de tous; une culture démocratique dans une démocratie représentative, consultative et participative, et une administration saine; une stratégie de développement à l'abri de la domination et du diktat extérieurs; l'application de la science et de la technique aux fins d'accroissement de la production et de la productivité; des infrastructures de développement global, financées par des taxes sur la pollution, des réductions des dépenses militaires — les dividendes de la paix — une réduction de 3 % pouvant réaliser 460 milliards de dollars dans la période de cinq ans 1995-2000, et une taxe de 0,5 % sur les mouvements d'échanges de capitaux spéculatifs, qui pourrait engendrer 1 500 milliards de dollars annuellement; et l'administration d'un fonds de développement par une ONU démocratisée et réformée pour l'allocation de ressources sans conditions excessives aux pays développés et en développement — avec une telle assistance, plus de possibilités d'emploi pourraient être créées par un programme de travail, comme cela fut le cas avec le New Deal sous l'Administration Roosevelt lors de la grande crise des années 30, et nous pourrions raccourcir la semaine de travail et avancer l'âge de la retraite, alors que, pour les pays en développement, l'aide pourrait être accordée sous forme d'annulation de la dette, d'un rééchelonnement à long terme, de prêts et de subventions à des conditions de faveur.

La dette du tiers monde entrave nos efforts de reconstruction et de développement humain. Bien que nous ayons remboursé plus de 1 000 milliards 300 millions de dollars entre 1982 et 1990, la dette de nos pays avait augmenté de 61 % entre 1982 et 1990. Durant la même période, le Sud a transféré vers le Nord un montant net de 418 milliards de dollars, sans compter les transferts tels que les redevances, les dividendes, les profits rapatriés, les matières premières sous-payées — un montant égal à six Plans Marshall, le plan d'aide à l'Europe mis en place à la fin de la seconde guerre mondiale. Dans le même temps, nos pays du tiers monde perdent annuellement près de 500 milliards de dollars dans un commerce international déséquilibré et non équitable, somme égale à 10 fois l'aide publique au développement accordée par les pays développés.

Cet ordre économique injuste doit être remplacé par un nouvel ordre humain mondial juste pour la paix et la sécurité individuelles et internationales. Le paradigme du développement humain doit être établi sur la base de l'octroi du pouvoir d'action à nos peuples, de l'obligation redditionnelle, de la productivité et de la durabilité. La croissance

économique doit être liée à l'équité, à la justice sociale et à la préservation de l'environnement.

Soyons tous déterminés, en cette occasion historique, à renforcer l'Organisation des Nations Unies, créée non seulement pour nous préserver du fléau de la guerre mais aussi pour permettre à nos peuples de vivre dans une plus grande liberté. Avançons ensemble dans l'unité vers un nouvel ordre humain mondial.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République coopérative du Guyana de sa déclaration.

S. E. M. Cheddi Jagan, Président de la République coopérative du Guyana, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Alija Izetbegović, Président de la Présidence de la République de Bosnie-Herzégovine

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Alija Izetbegović, Président de la Présidence de la République de Bosnie-Herzégovine.

S. E. M. Alija Izetbegović, Président de la Présidence de la République de Bosnie-Herzégovine, est escorté à la tribune.

Le Président Izetbegović (*interprétation de l'anglais*) : L'Organisation des Nations Unies, dont nous célébrons aujourd'hui l'anniversaire, a toujours été pour nous une source d'espoir, mais également une source constante de déceptions. Certains disent qu'elle est la plus vaste tribune de l'humanité, mais parfois aussi la plus inefficace. Le nombre de résolutions inappliquées en est la preuve. Quoi qu'il en soit, notre Organisation reflète probablement l'imperfection de notre monde. Si l'amélioration constante du monde n'est pas une oeuvre vaine, une nouvelle amélioration des Nations Unies est non seulement possible mais tout à fait nécessaire.

L'objectif suprême est le maintien de la paix. Les Nations Unies ont réussi à empêcher le déclenchement d'une guerre mondiale, mais elles se sont révélées moins efficaces pour arrêter des conflits locaux. La somme des conséquences catastrophiques des affrontements locaux, depuis la fondation de l'Organisation jusqu'à ce jour, a atteint un niveau tragique avec les guerres mondiales de ce siècle.

Les Nations Unies ont agi efficacement pour mettre un terme à la crise du Golfe. Malheureusement, cette efficacité ne s'est pas renouvelée dans le cas de l'agression contre mon pays. Le prix de l'hésitation a été énorme. Mon peuple a payé ce prix élevé.

Je voudrais répéter les paroles du Ministre des affaires étrangères de la Géorgie qui, de cette tribune, il y a deux jours, a déclaré que

«Nous devons avoir le courage et la volonté d'appeler un agresseur un agresseur, et le génocide génocide.»
(*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Séances plénières, 36e séance, p. 30*)

Comme l'Assemblée le sait, très souvent il y a eu soit un manque de courage, soit un manque de volonté, parfois les deux.

Sous peu, les pourparlers de paix en Bosnie commenceront. Nous abordons cette initiative, prise par les États-Unis et leur Président, avec une grande foi et beaucoup d'espoir. Notre peuple a besoin de la paix et il veut la paix. Nous n'avons pas commencé cette guerre et, même si nous la supportons, nous n'avons pas rêvé de sortir victorieux de la guerre. Nous avons toujours oeuvré pour la paix et nous voudrions sortir victorieux dans la paix. Nous voulons créer une société fondée sur le pluralisme politique et ethnique, le respect des droits de l'homme et l'entreprise privée. Bien que, de l'autre côté, tout s'oppose à ce désir, nous sommes confiants que, dans les cinq ou dix années à venir, au travers d'une concurrence pacifique, nos idées prévaudront. Grâce à la supériorité de nos modèles de société et d'État, nous gagnerons, avec l'aide de Dieu.

Le Gouvernement et l'armée bosniaques n'accepteront pas la division et la désintégration de notre pays, sous quelque forme qu'elle nous soient présentées. La division de la Bosnie conduirait, immédiatement ou plus tard, à la continuation de la guerre.

Des élections démocratiques authentiques en Bosnie offrent une réelle possibilité — si ce n'est la seule — d'écarter des fonctions de commandement politique et militaire les criminels de guerre et les nationalistes fanatiques qui ont provoqué cette guerre et qui continueraient à empoisonner les relations entre les peuples et les nations. Pour ne pas manquer cette occasion d'instaurer la démocratie dans les Balkans, certaines conditions doivent être remplies. Ces conditions sont la liberté et une supervision internationale effective des élections.

Si les négociations de paix aboutissent, la reconstruction des zones frappées par la guerre s'ensuivra, notamment en Bosnie. La communauté internationale promet d'apporter une aide importante au plan de reconstruction. À cet égard, je voudrais avancer une proposition, peut-être inattendue : imposez des conditions à cette aide. Envoyez un message clair précisant que la partie qui ne respectera pas les libertés et les droits de l'homme ne recevra aucune assistance. Décidez que ces conditions devront être scrupuleusement observées. Ne commettez pas de nouvelles erreurs en espérant pouvoir acheter ou changer la nature des criminels et des tyrans par de nouvelles concessions. Et allez plus loin. Isolez les criminels et les tyrans. C'est la seule voie à suivre.

Ceux qui ont mené leurs peuples sur le chemin du crime doivent être écartés. Sans cela il n'y aura ni paix, ni sécurité, pas plus en Bosnie que dans la région.

Nous voulons, et c'est notre droit, unifier la Bosnie qui a été détruite non par la volonté de son peuple, mais par la force des armes. La Fédération croato-bosniaque est un pas important dans cette direction, et tous les amis de la Bosnie devraient appuyer ce projet.

Afin de réaliser la paix et — qui plus est — de la maintenir, il est nécessaire d'établir un équilibre des armes. Cet équilibre peut être réalisé à un niveau plus ou moins élevé. Nous donnons la préférence à la seconde option et nous exigeons la réduction de l'armement lourd serbe. Si les Serbes rejettent cette offre, la seule solution sera de fournir du matériel de guerre à l'armée bosniaque qui, ainsi renforcée, deviendra un facteur de paix et de stabilité dans la région.

Actuellement, la plupart de nos villes se trouvent à portée de l'artillerie serbe. Cette artillerie doit être déplacée ou détruite. Nous ne pouvons et ne voulons pas continuer de vivre sous la menace permanente.

Finalement, au cours de ces deux derniers jours, de nombreux discours ont été prononcés dans cette salle. Nous avons entendu de belles et nobles phrases sur la démocratie et la liberté et tout ce qui accompagne ces mots. La liberté et la justice ont été évoquées par certains de ceux qui ont bafoué et continuent de bafouer les droits fondamentaux des peuples et des nations.

Dans l'une des Saintes Écritures, il est dit : «Ils seront jugés en fonction de leurs actes.» En conséquence, écoutons ce qu'ils disent, mais voyons ce qu'ils font. Dès qu'ils rentreront chez eux, ils poursuivront leurs desseins sans le

moindre repentir — si, bien sûr, nous continuons à tolérer cela.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la Présidence de la République de Bosnie-Herzégovine de sa déclaration.

S. E. M. Alija Izetbegović, Président de la Présidence de la République de Bosnie-Herzégovine, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Wilton S. Sankawulo, Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. M. Wilton S. Sankawulo, Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria.

S. E. M. Wilton S. Sankawulo, Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria, est escorté à la tribune.

Le Président Sankawulo (*interprétation de l'anglais*) : À l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, c'est pour moi un grand honneur et un grand plaisir de prendre la parole devant cette auguste instance.

Il y a 50 ans, des hommes d'optimisme qui rêvaient d'un monde de coexistence pacifique entre les nations ont créé les Nations Unies. Ils avaient perçu la nécessité d'instituer des mesures pour prévenir et écarter les menaces à la paix et à la sécurité internationales. Ils voulaient encourager l'instauration de relations amicales entre les États fondées sur les principes de l'égalité souveraine et de l'amélioration de la qualité de vie pour tous les peuples en stimulant la coopération économique, sociale et culturelle dans le monde.

Cet événement historique était le fruit de l'expérience horrifiante de deux guerres mondiales — dévastation qui avait menacé d'annihiler toute forme de vie sur terre. En outre, la rapidité avec laquelle de nouvelles armes de destruction massive étaient introduites sur le théâtre de guerre fit prendre conscience de l'urgente nécessité de mettre en place un mécanisme permanent destiné à régler les relations internationales. Les fondateurs des Nations Unies avaient également perçu la nécessité de définir et de codifier des règles de conduite pour la

prévention, la gestion et la solution pacifique des différends entre nations.

Si le spectre de la guerre prévaut dans la plupart des pays qui ont accédé à l'indépendance après la naissance des Nations Unies, cela est largement dû à l'héritage du colonialisme, à la guerre froide et aux difficultés qui caractérisent souvent la nouvelle naissance de la liberté. Les puissances coloniales ont méprisé les valeurs traditionnelles et les besoins sociaux de leurs sujets. La concurrence pour les sphères d'influence durant la guerre froide a donné naissance à des régimes autocratiques qui étaient insensibles aux aspirations de leurs peuples. Ces nouvelles démocraties doivent grandir dans la douleur avant d'atteindre la maturité. Aussi, la signature de la Charte des Nations Unies il y a 50 ans à San Francisco par 51 États, dont le mien — le Libéria — a-t-elle été un jalon important dans la création d'un arrangement global visant à assurer la liberté de l'homme, ainsi que le maintien de la paix et le progrès international.

Cette Charte concrétise les aspirations de toute l'humanité. Confiants dans les principes qu'elle prône, y compris celui de l'universalité, de nombreux pays se sont joints à l'Organisation. Aujourd'hui, le nombre de ses Membres s'élève à 185 États. En offrant une instance permettant un échange franc de points de vue sur des questions internationales, l'ONU rassemble des nations d'orientations idéologiques différentes pour s'attaquer à leurs problèmes communs.

Un signal d'espoir pour l'humanité, l'ONU a lutté vigoureusement contre le colonialisme et la discrimination raciale, et elle a fermement préconisé le droit de tous les membres de la société de vivre une vie libre, sûre et enrichissante. Afin de sauvegarder ce droit, l'ONU a établi un certain nombre d'institutions spécialisées pour lutter contre les ennemis éternels de l'humanité que sont l'ignorance, la maladie et la pauvreté. Nous pouvons dire avec fierté et satisfaction que l'ONU a accumulé des bilans positifs enviables dans ces entreprises. La plupart des pays colonisés ont accédé à l'indépendance; le système odieux de l'apartheid s'est effondré; la qualité de vie s'est grandement améliorée dans de nombreux pays.

Cependant, l'ONU ne peut se permettre de se reposer sur ses lauriers, car ses succès sont obscurcis par les conflits qui règnent dans de nombreuses parties du monde. Un écart croissant et des iniquités en matière de prospérité mettent à l'épreuve les relations entre pays développés et pays en développement. Nous espérons que les nations du monde, en particulier celles qui jouissent de la richesse économique, prendront des mesures positives dans un proche avenir pour

établir un nouvel ordre économique qui améliorera la qualité de vie de tous les peuples. Faire moins serait un acte de non-respect du mandat de la Charte visant à forger un mécanisme international pour la promotion de l'économie et du progrès social de toutes les nations.

La paix et le développement étant inextricablement liés, le Libéria se félicite des deux documents présentés par le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, intitulés l'Agenda pour la paix et l'Agenda pour le développement. Les deux documents fournissent un cadre dans lequel nous pouvons mettre en oeuvre les principes contenus dans la Charte des Nations Unies, car ils traitent des réalités nouvelles de l'ère d'après guerre froide.

Le Libéria joint sa voix à l'appel international pour la restructuration de l'ONU. Cette institution vitale doit continuer à évoluer et à croître d'une manière judicieuse, mais toujours dans les limites des principes consacrés dans sa Charte.

Je veux utiliser cette instance pour informer l'Assemblée qu'après presque six ans d'après guerre civile, les Libériens ont plus que jamais l'espoir que la paix est enfin à portée de main. Cette réalisation est due en grande partie à l'intervention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS), qui est actuellement dirigée par le Président Jerry John Rawlings du Ghana. Les Libériens seront à jamais reconnaissants à nos frères de l'Afrique de l'Ouest d'avoir fourni et maintenu une force de maintien de la paix dans notre pays pour assurer la sécurité du peuple. C'est réellement là un exemple d'une authentique solidarité africaine.

Nous exprimons également notre profonde reconnaissance à l'ONU, à ses institutions spécialisées, aux États-Unis et à la communauté internationale pour l'assistance qu'ils ont fournie tout au long de notre conflit. Maintenant que nous sommes arrivés à un point crucial de notre recherche de la paix, nous demandons aux États Membres des Nations Unies de nous apporter l'aide dont nous avons besoin afin de mettre un terme à ce conflit en fournissant l'appui nécessaire pour le désarmement et la démobilisation des combattants et le rapatriement de nos concitoyens qui languissent actuellement dans des camps de réfugiés à l'étranger. Nous sommes sûrs d'avoir retrouvé la paix, parce que l'actuel Conseil d'État comprend tous les dirigeants des factions, qui ont remis les territoires qu'ils contrôlaient au Groupe de contrôle du cessez-le-feu de l'ECOWAS (ECOMOG), en vue d'un désarmement immédiat de tous leurs combattants.

Alors que le Gouvernement et le peuple libériens commencent à remplir le mandat sacré du rétablissement de la règle démocratique dans le pays, nous aurons besoin de l'appui continu de la communauté internationale, non seulement pour le désarmement et la démobilisation des combattants, mais également pour la reconstruction sociale et économique de la nation. Nous sollicitons cet appui afin que le Libéria — un Membre fondateur des Nations Unies — puisse retrouver son rang dans la communauté des nations. Nous espérons vivement que tous les États Membres des Nations Unies apporteront des contributions substantielles à la Conférence pour les annonces de contributions pour le Libéria qui sera présidée par le Secrétaire général M. Boutros Boutros-Ghali, le Président Rawlings du Ghana et moi-même, ce vendredi, afin de recueillir les fonds nécessaires à la mise en oeuvre des programmes qui remettront le Libéria sur pied.

Alors que nous célébrons le cinquantième anniversaire des Nations Unies, il convient de noter que, malgré ses revers et ses lacunes, cette Organisation reste le mécanisme mondial principal pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et pour mobiliser les efforts collectifs afin de traiter des problèmes mondiaux.

Alors que nous approchons du XXIe siècle, nous devons édifier un nouvel ordre mondial qui puisse répondre aux aspirations de la famille humaine en matière de paix, de justice sociale et de progrès. Le Libéria réaffirme sa foi sans faille et son attachement aux principes des Nations Unies.

Que Dieu préserve cette importante Organisation alors qu'elle déploie des efforts pour apporter la paix et la prospérité à l'humanité!

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria de sa déclaration.

S. E. M. Wilton S. Sankawulo, Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Kuniwo Nakamura, Président de la République des Palaos

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Kuniwo Nakamura, Président de la République des Palaos.

S. E. M. Kuniwo Nakamura, Président de la République des Palaos, est escorté à la tribune.

Le Président Nakamura (*interprétation de l'anglais*) : C'est pour moi un grand honneur et un grand plaisir que de prendre la parole à cette réunion historique et d'avoir le privilège unique d'entendre les réflexions profondes des dirigeants du monde sur l'institution des Nations Unies et l'état de notre planète.

M. Berisha (Président de l'Albanie), Vice-Président de l'Assemblée générale, assume la présidence.

Nous traversons une période de changements sans précédent et de possibilités également sans précédent. Je fais allusion non seulement aux événements géopolitiques remarquables de cette décennie, mais également aux développements scientifiques accélérés qui changent notre monde chaque jour. Les progrès techniques, en particulier dans le domaine des télécommunications, de l'informatique et des sciences pratiques, semblent presque miraculeux et offrent une qualité de vie améliorée que l'on n'aurait jamais crue possible. Ils unissent nos pays, grands et petits, et nous rendent dépendants les uns des autres comme jamais auparavant dans l'histoire de notre planète. L'argent et les idées se déplacent instantanément à travers les frontières. Nous avons la capacité de nourrir, d'instruire décemment tous les êtres humains de la planète et de leur fournir des soins de santé.

D'autre part, peut-être laissons-nous échapper les grandes possibilités qui s'offrent à nous. Nous, aux Palaos, sommes alarmés par la dégradation constante de notre environnement. Chaque jour, nous entendons parler davantage de l'extinction des espèces, de la perte irrémédiable d'écosystèmes entiers, de signes irréfutables du réchauffement de la terre et de toute une série de nouveaux problèmes écologiques. Les essais d'armes nucléaires continus non seulement évoquent le spectre d'une destruction mondiale, mais posent également des problèmes écologiques potentiels, en particulier lorsque ces expériences utilisent l'océan Pacifique comme site de leurs essais.

Bon nombre des problèmes que nous connaissons aujourd'hui ont pour origine une vision de l'avenir limitée. Il est possible que nous pensions à nos enfants et à nos petits-enfants, et que nous nous préoccupions d'eux, mais qui peut réellement se soucier de nos descendants dans les 100 ans à venir, ou même les imaginer? Les conflits à grande échelle entre les nations sont souvent le produit d'une vision qui se focalise sur les petites différences entre

les groupes, et non sur les immenses similarités entre tous les êtres humains.

Les Nations Unies sont la tentative la plus ambitieuse et la plus noble que l'humanité ait jamais faite de fabriquer un verre permettant aux individus et aux nations de voir au-delà de leurs intérêts égoïstes. Avec un tel verre, nous sommes capables d'envisager les questions sous l'angle sous lequel notre famille mondiale, à laquelle nous sommes étroitement liés, les examinera dans 50 ou 100 ans, lorsqu'elle viendra ici, aux Nations Unies, commémorer les anniversaires futurs de cette merveilleuse institution.

Les Nations Unies sont nées d'une conscience mondiale bouleversée par les horreurs de la seconde guerre mondiale, et il est normal qu'une grande partie de ces énergies se concentre sur la prévention de la guerre. Néanmoins, nous devons reconnaître que la guerre est souvent le fruit de la disparité économique. Pour que les Nations Unies deviennent un instrument efficace de prévention de la guerre, il faut créer une force économique au sein des nations et promouvoir l'interdépendance économique entre elles. Afin d'aider à prévenir les conflits, les nations du monde doivent oeuvrer avec l'intermédiaire des Nations Unies, de la Banque mondiale et d'autres organisations concernées afin que la coopération entre leurs membres soit renforcée.

En notre qualité de Membre le plus récent des Nations Unies, nous soutenons vigoureusement les désirs et aspirations des populations autochtones qui luttent encore pour leurs droits fondamentaux. Nous croyons que les Nations Unies doivent continuer de soutenir l'autodétermination et doivent donner un espoir aux peuples qui désirent la liberté et entendent exercer le contrôle sur leur propre destinée.

Notre planète a été comparée à un vaisseau spatial volant dans l'univers. En tant que Président d'une nation maritime, je préfère penser à notre planète comme à un navire. Quand mes ancêtres naviguèrent de l'Asie du Sud-Est aux Palaos, ils ont eu besoin de courage, de connaissance et de sagesse. En tant que nations, nous aurons également besoin de toutes ces qualités dans les années à venir. Mais avant tout, pour survivre, mes ancêtres devaient coopérer pour le bien de tous. Les Nations Unies sont à la barre de notre vaisseau planétaire, dont nous sommes tous les capitaines, les passagers et l'équipage. Nous devons apprendre à naviguer ensemble pour que notre voyage soit un succès. Que la paix, l'harmonie et la bonne volonté règnent sur notre planète!

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République des Palaos de sa déclaration.

S. E. M. Kuniwo Nakamura, Président de la République des Palaos, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Pasteur Bizimungu, Président de la République rwandaise

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. M. Pasteur Bizimungu, Président de la République rwandaise.

S. E. M. Pasteur Bizimungu, Président de la République rwandaise, est escorté à la tribune.

Le Président Bizimungu (*interprétation de l'anglais*) : Alors que nous célébrons le cinquantième anniversaire des Nations Unies, nous rendons hommage aux fondateurs de l'Organisation, dont la vision a guidé l'humanité. L'Organisation est née dans le sillage de deux guerres mondiales dévastatrices.

Le but était de sauver l'humanité de calamités identiques provenant des injustices sociales en créant des principes moraux pour les peuples et les nations. En fait, les Nations Unies ont élaboré et développé pour l'humanité entière les principes servant de base aux droits de l'homme, à l'égalité des nations et des peuples et à la promotion du progrès social et économique. Beaucoup a déjà été fait. Cependant, la proclamation de ces nobles objectifs, d'une part, et leur mise en oeuvre, d'autre part, ont à de nombreuses reprises reflété deux poids, deux mesures.

Alors que la Charte proclamait le droit à l'autodétermination et à la souveraineté des nations, les peuples colonisés ont souvent eu à recourir à la lutte armée pour obtenir leur liberté. Même après leur indépendance, les nouvelles nations restent sous l'influence des puissances dominantes. Si notre indépendance n'était pas factice, les anciennes colonies ne seraient plus considérées comme des zones d'influence où le principe «diviser pour régner» est toujours appliqué, et la relation traditionnelle est toujours celle du dominant et du dominé.

Le génocide horrible de l'an dernier qui a coûté plus d'un million de vies au Rwanda était la conséquence directe des facteurs que je viens d'énumérer. Avant l'avènement du colonialisme, le Rwanda était déjà une nation cohérente. Nos ancêtres avaient avec succès construit une nation et un

peuple nommé Banyarwanda en regroupant différents royaumes et peuples.

Durant des siècles, le Rwanda a vécu sans aucune division ethnique ou sectaire. C'est le colonialisme qui a introduit les théories et les idéologies racistes et la pratique de la discrimination. Le premier massacre ethnique dans l'histoire du Rwanda a été organisé par les autorités, et il remonte à 1959. Le Rwanda était encore sous domination coloniale. Il est important de rappeler que depuis la fin de la première guerre mondiale jusqu'à 1962, le Rwanda a été administré sous tutelle de la Société des Nations et ensuite sous celle des Nations Unies. Depuis, le Rwanda a vu nombre de ses ressortissants vivre en exil en tant que réfugiés. Le sort de ces réfugiés, qui atteignaient quelque 2 millions avant le génocide de l'an dernier, n'a pas retenu l'attention durant 30 années. L'existence de ces réfugiés est un témoignage vivant de la politique de discrimination qui a été poursuivie dans le pays. En fait, dans l'histoire moderne du Rwanda, c'est le Gouvernement actuel qui est le premier à ne pas empêcher ses ressortissants en exil de regagner leur foyer.

Sans les ingérences extérieures visant à diviser nos compatriotes, le peuple rwandais, en se fondant sur les principes moraux et les instruments juridiques établis par les Nations Unies, pourrait facilement trouver des solutions aux conséquences du génocide et effectuer un pas vers la réconciliation nationale. Mais actuellement, ceux qui ont planifié et perpétré le génocide sont accueillis dans certaines capitales non seulement comme des réfugiés ordinaires et innocents, mais comme des héros qui devraient diriger le peuple. Ces mêmes criminels, encouragés par la complaisance, projettent de continuer le génocide et sont réarmés alors même qu'ils empêchent les réfugiés de revenir dans leur foyer.

Non seulement cela est une violation des conventions internationales, mais cela reflète également une décadence morale. Comment le monde peut-il être pacifique alors que les principes fondamentaux ne sont pas respectés et qu'il n'existe aucune moralité? C'est dans ce contexte que le Président Daniel Arap Moi, du Kenya, prétend servir une bonne cause en s'associant aux criminels et en les protégeant.

Dans le domaine économique, les relations entre pays riches et pauvres sont également déterminées par la domination des faibles par les forts. Par exemple, dans les négociations avec des partenaires financiers, les pays sous-développés n'ont d'autre choix que d'accepter les projets qui ont obtenu l'assentiment des institutions financières internationales. Mais lorsqu'ils échouent, les conséquences

ne sont pas partagées, les pays pauvres les assumant seuls. C'est de là que provient l'origine du fardeau de la dette, qui a des effets négatifs sur le développement.

Des mécanismes doivent être mis en place afin que les Nations Unies puissent être à la hauteur des espoirs placés en elles. En particulier, il faut procéder à la nécessaire transformation du Conseil de sécurité afin qu'il devienne plus représentatif, et il faut renforcer le rôle de l'Assemblée générale.

L'avenir de notre Organisation — notre avenir — exige que nous nous efforcions de parvenir à une solidarité inconditionnelle et à une coopération plus dynamique entre les nations et les peuples. L'humanité ne devrait plus jamais connaître les horreurs du génocide comme celui qui a eu lieu au Rwanda, et le «nettoyage ethnique» actuel dans l'ex-Yougoslavie doit prendre fin. Nous comptons sur les Nations Unies pour qu'elles dirigent et appuient nos efforts en vue de créer un monde meilleur pour l'humanité.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République rwandaise de sa déclaration.

S. E. M. Pasteur Bizimungu, Président de la République rwandaise, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Zhelyu Zhelev, Président de la République de Bulgarie

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Zhelyu Zhelev, Président de la République de Bulgarie.

S. E. M. Zhelyu Zhelev, Président de la République de Bulgarie, est escorté à la tribune.

Le Président Zhelev (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, de son accueil chaleureux et de l'occasion qui nous est donnée de prendre la parole devant cette instance internationale la plus représentative, au nom de la République de Bulgarie, dont le peuple célèbre, avec le monde entier, le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Sa naissance a été à la fois un début prometteur et la fin triomphale d'une guerre dévastatrice. Dans l'affrontement gigantesque entre démocratie et totalitarisme, durant la seconde guerre mondiale, les forces démocratiques en Bulga-

rie ont préservé la dignité de leur nation. Malgré des circonstances historiques difficiles, la Bulgarie n'a pas permis qu'un seul Juif bulgare soit envoyé dans les camps de la mort et aucun soldat bulgare n'a pris part à la lutte contre la coalition antinazie. Qui plus est, la Bulgarie a combattu les nazis au cours de l'hiver et du printemps 1945. Malheureusement, la Bulgarie n'a pu se joindre à l'Organisation des Nations Unies que 10 ans plus tard, alors qu'elle était déjà enfermée dans l'Organisation du Traité de Varsovie, au prix de l'indépendance de sa politique.

Sans les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, les révolutions «de velours» de 1989 en Europe de l'Est n'auraient pu balayer les régimes totalitaires qui disposaient des puissants outils de la démagogie, de la propagande et de la terreur. Ces deux documents proclamaient, une fois pour toutes, la validité universelle des droits fondamentaux de la personne humaine. Ils promettaient le progrès social et un niveau de vie plus élevé par la liberté individuelle et la libre entreprise.

La Bulgarie moderne reprend progressivement sa place traditionnelle dans la famille européenne, en développant le plein éventail des relations avec les pays et les organes de l'Union européenne, dont elle est membre associé. Elle est un partenaire actif de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), oeuvrant avec elle à la cause de la paix et de la sécurité internationales. Bref, la Bulgarie s'avance résolument vers l'Ouest tout en édifiant des ponts vers l'Est et le Sud.

Ces 50 dernières années, la partie sud-est de l'Europe a reproduit à plus petite échelle le schéma des relations internationales, voire des contradictions mondiales. D'où l'enjeu considérable dans l'effort déployé actuellement pour trouver une solution aux conflits qui font rage ou qui couvent dans l'ex-Yougoslavie.

La Bulgarie a offert son appui sans réserve aux efforts déployés par la communauté internationale pour rétablir la paix en Bosnie-Herzégovine et édifier la sécurité régionale. Elle l'a fait en payant un prix économique et moral élevé. Nous savons par expérience que l'option démocratique est l'élément clef pour concilier les intérêts et les droits des différents groupes ethniques et religieux sous le régime du droit. Nous sommes donc prêts à participer à l'édification d'institutions démocratiques et au réaménagement des zones érigées en bastions pendant la période d'après-guerre.

Il faut élaborer une stratégie à long terme pour un règlement durable des conflits dans le sud-est de l'Europe

qui devrait se fonder sur une infrastructure de communications et de transports moderne, reliant les pays des Balkans avec le reste de l'Europe, du nord au sud et de l'ouest à l'est. Il est urgent de prévoir des programmes spécifiques pour appuyer un développement régional stable. Avant-hier, avec les présidents d'autres États de la région, nous avons accompli un effort de plus pour conjuguer nos ressources, avec l'aide de certaines organisations internationales, en vue de donner un souffle nouveau aux initiatives de développement dans le sud-est de l'Europe.

Notre expérience historique nous a appris que l'union fait la force. Je puis assurer l'Assemblée que la Bulgarie continuera d'être un digne Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République de Bulgarie de sa déclaration.

S. E. M. Zhelyu Zhelev, Président de la République de Bulgarie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Jacinto Peynado Garrigosa, Vice-Président constitutionnel de la République dominicaine

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. M. Jacinto Peynado Garrigosa, Vice-Président constitutionnel de la République dominicaine.

S. E. M. Jacinto Peynado Garrigosa, Vice-Président constitutionnel de la République dominicaine, est escorté à la tribune.

M. Peynado Garrigosa (*interprétation de l'espagnol*) : Au cours de cette Réunion commémorative extraordinaire à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa création, nous devons reconnaître et nous féliciter de l'importance qu'a eue dès 1945, l'Organisation des Nations Unies pour l'humanité. Ses succès sur le plan international, en particulier ceux qui ont trait au maintien de la paix, constituent l'un des biens les plus précieux dont le genre humain a bénéficié au cours de ce demi-siècle.

Il faut reconnaître, en outre, que les efforts persistants déployés par l'ONU en vue de la promotion des droits de l'homme et de l'élimination des injustices ont été capitaux.

L'Organisation a également résolu ou évité les conflits armés; elle a encouragé le développement des institutions

démocratiques par la promotion d'élections libres et justes, et elle a fait entendre sa voix pour défendre les pauvres de ce monde, apportant une aide humanitaire à des dizaines de millions de personnes dans le monde entier.

Son initiative en faveur de la protection de l'environnement avance sur la voie d'un consensus pour inverser la détérioration de l'environnement et atteindre un niveau de vie décent alors que nous approchons du XXIe siècle.

Il est important de mentionner les efforts considérables déployés par l'Organisation des Nations Unies dans les domaines de l'élimination des maladies infectieuses et contagieuses, de la campagne mondiale de vaccination des enfants et de l'adoption des Conventions sur les droits de l'enfant et sur la protection des femmes.

Mais l'Organisation doit également faire face, en ce nouveau millénaire qui débutera dans moins de cinq ans, aux grands défis d'un monde en constante mutation, qui connaît encore des foyers d'affrontement, de discrimination et de pauvreté extrême.

Dans le nouveau contexte du monde, la paix implique le bien-être économique et social, la viabilité de l'environnement et la protection des droits de l'homme : vouloir instaurer la paix sans ces éléments est pratiquement impossible. Le moment exige des gouvernements qu'ils procèdent à de profondes transformations de leurs structures économiques et sociales afin de jeter les bases d'un progrès humain durable.

Les mesures économiques qui ne s'accompagnent pas d'une réorganisation de la société qui favorise la dignité, la liberté et l'épanouissement de l'être humain ne contribueront jamais au renforcement de la démocratie.

La réduction de la pauvreté doit se fonder sur l'application de programmes qui permettront l'intégration des secteurs les plus pauvres pour qu'ils bénéficient, comme il se doit, des avantages de la vie en société. Adoptons donc les solutions appropriées et inéluctables pour éliminer les causes de la pauvreté qui compromettent sensiblement le tissu social de nos peuples. Cherchons parmi toutes les nations, riches et pauvres, grandes ou petites, la formule permettant d'atteindre un niveau de vie meilleur en fonction d'un développement économique et social durable.

Le moment est venu de choisir les instruments qui permettront de concrétiser nos idées, qui sont déjà consacrées dans des conventions, des déclarations et des résolutions de l'Organisation et de ses institutions spécia-

lisées. Transformons en réalité la participation de tous au bien-être général.

La grande majorité des chefs d'État qui m'ont précédé ont convenu qu'à la fin de la guerre froide, toutes les nations du monde ont dû faire face à de nouvelles priorités. Si nous ajoutons à cette réalité le fait que le processus de mondialisation exige, dans bien des cas, des sacrifices supplémentaires, force sera de conclure que les pressions exercées sur les nations, notamment les plus petites, ne pourront qu'augmenter dans un avenir proche. Dans ce processus à venir, l'Organisation des Nations Unies devra jouer un rôle primordial et décisif pour maintenir l'équilibre social, économique et politique entre les États Membres, étant entendu que toutes les nations ont les mêmes droits et les mêmes obligations puisque règne aujourd'hui une paix relative et que sont déployés des efforts gigantesques pour régler les conflits qui persistent.

Le gouvernement présidé par S. E. M. Joaquín Balaguer et le peuple que je représente se réjouissent de la commémoration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Nous faisons nôtre l'espoir que les travaux et les réalisations de l'Organisation continueront de se multiplier dans la recherche permanente d'une humanité juste, unie, solidaire et fraternelle, qui partage à la fois les biens tangibles et spirituels d'une civilisation qui nous amène à concevoir l'homme comme une entité unique.

Nous exhortons tous les États Membres à soutenir les mandats et les initiatives émanant de l'Organisation, car ce n'est que grâce à une pleine connaissance des problèmes de nos pays et de leurs éventuelles solutions qu'il sera possible de contribuer à l'épanouissement de l'être humain.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Vice-Président constitutionnel de la République dominicaine de sa déclaration.

S. E. M. Jacinto Peynado Garrigosa, Vice-Président constitutionnel de la République dominicaine, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Jean-Luc Dehaene, Premier Ministre du Royaume de Belgique

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Jean-Luc Dehaene, Premier Ministre du Royaume de Belgique.

S. E. M. Jean-Luc Dehaene, Premier Ministre du Royaume de Belgique, est escorté à la tribune.

M. Dehaene : Le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies que nous commémorons aujourd'hui ouvre pour notre Organisation une ère nouvelle. À la longue division de la guerre froide succède la prise de conscience d'une interdépendance croissante. Les processus d'intégration et de coopération régionales et internationales, le développement des échanges, la globalisation de l'économie sont des phénomènes positifs. La communauté internationale reste cependant vulnérable aux déséquilibres, crises et conflits qui affectent ses différentes composantes. L'intérêt autant que la générosité imposent donc à la communauté internationale un devoir de solidarité.

Le meilleur instrument de cette solidarité reste l'Organisation des Nations Unies. Ce cinquantième anniversaire doit être pour nous l'occasion d'adapter l'ONU aux nouvelles réalités et de la mettre en mesure de relever les défis du prochain siècle.

C'est avant tout dans le domaine socio-économique que je vois un rôle d'action prioritaire pour les Nations Unies. La globalisation de l'activité socio-économique demande une approche intégrée et universelle. En effet, si le développement de l'économie mondiale ne s'accompagne pas de systèmes régulateurs et de mécanismes correctifs, elle risque d'être de plus en plus désarticulée et de générer des déséquilibres sociaux et écologiques.

Notre Organisation est le forum par excellence pour traiter efficacement ces grandes questions en stimulant l'interaction entre les différents institutions et organes des Nations Unies lesquels continuent à jouer un rôle important dans les domaines qui les concernent.

Je me réjouis de l'importance croissante que l'ONU attache à ces défis mondiaux. Ces dernières années, de grandes conférences sur l'environnement et le développement, les droits de l'homme, la population, le développement social ainsi que, très récemment, sur les femmes, ont renforcé notre conviction que seul un engagement commun et solidaire nous permettra d'attaquer avec succès les obstacles majeurs au développement.

Ne perdons pas l'élan donné par ces grandes conférences et traduisons dans les faits les objectifs qu'elles ont fixés en nous servant de l'ONU pour canaliser l'énergie politique ainsi générée et pour réaliser progressivement un nouvel ordre mondial plus juste. Dans ce nouvel ordre mondial plus juste une place importante doit être accordée par notre Organisation pour lutter ensemble contre le terrorisme, la plaie de la drogue, la criminalité transfrontalière et le trafic d'armes.

L'ONU doit aussi s'interposer en tant que conscience mondiale. La Déclaration universelle des droits de l'homme a servi de base et de source d'inspiration à l'ensemble de l'oeuvre normative développée au cours de ces 50 dernières années, dans le domaine de la protection et de la diffusion des droits de l'homme.

Dans un contexte plus large, l'établissement d'une cour criminelle internationale constituerait, à nos yeux, une nouvelle étape importante, et j'espère que cet objectif sera rapidement atteint. Le respect des droits de l'homme, conjugué à une organisation démocratique de la société, crée des conditions favorables au développement. Sans développement économique et social, la paix restera toujours fragile.

L'ONU remplit une mission primordiale dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, qu'elle agisse seule ou conjointement avec des organisations régionales. La crédibilité des opérations de paix des Nations Unies ne sera assurée que si certaines conditions sont réunies.

Il est urgent d'accroître la capacité et la rapidité d'intervention des Nations Unies. Une voie privilégiée serait d'améliorer le système existant des forces tenues prêtes en permanence.

La meilleure contribution que la communauté internationale peut faire à la paix et à la sécurité, cependant, reste avant tout d'empêcher l'apparition des conflits par une diplomatie préventive. Une coopération doit s'instaurer à cet effet entre l'ONU, les États Membres, les organisations régionales et les institutions spécialisées.

La réforme de l'ONU est certes nécessaire pour la rendre plus efficace et plus performante, mais nous devons rester pragmatiques et d'abord lui donner une assise financière solide. Reflet de ses États Membres, l'ONU ne pourra rien si nous ne lui confirmons pas notre engagement politique et si nous ne respectons pas nos obligations financières. Toute prise de position unilatérale ne fera qu'aggraver la crise de l'ONU.

L'ONU, moteur de dialogue international et de compréhension mutuelle, mérite notre respect et notre soutien. Elle reste le meilleur guide du développement économique et social, le meilleur instrument de la défense et de la promotion des droits de l'homme et une garantie contre l'aventure militaire. Forts de son demi-siècle d'expérience, utilisons la possibilité qu'elle nous offre de créer

pour les générations futures les conditions d'un épanouissement dans la paix et la dignité.

Le Président par intérim : Je remercie le Premier Ministre du Royaume de Belgique de sa déclaration.

S. E. M. Jean-Luc Dehaene, Premier Ministre du Royaume de Belgique, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Banharn Silpa-Archa, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande

Le Président par intérim (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. M. Banharn Silpa-Archa, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande.

S. E. M. Banharn Silpa-Archa, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande, est escorté à la tribune.

M. Silpa-Archa (*parle en thaï; interprétation à partir d'un texte anglais fourni par la délégation*) : Il y a 50 ans, un arbre fut planté pour protéger l'humanité de la guerre et du besoin. Cet arbre, l'Organisation des Nations Unies, était une expression de foi et d'espoir qu'au travers de la coopération internationale, la paix prévaudrait et les peuples partout dans le monde bénéficieraient des fruits du progrès. La fin spectaculaire de la guerre froide a fait naître l'espoir partout dans le monde que la paix et la prospérité étaient finalement à portée de main. Mais la paix n'a pas encore prévalu à travers le monde.

Pour le peuple thaïlandais, la paix n'est pas simplement l'absence d'hostilités. La paix doit être un état positif de bien-être. La paix doit s'accompagner de liberté et de justice, et mener à la prospérité. Nous l'appelons *santisukh*, ce qui signifie «le bonheur dans la tranquillité». Pour atteindre cette paix idéale, la culture thaïe met l'accent sur la tolérance et le compromis. Ces vertus ont passé l'épreuve du temps. Les dirigeants thaïlandais ont reconnu, tout au long de l'histoire, l'importance de ces vertus pour favoriser l'harmonie sociale et le progrès. Il en résulte que la tolérance et le compromis sont profondément ancrés dans le caractère thaï, formant le ciment qui maintient unie la société. Il n'est donc que naturel que ces valeurs thaïes fondamentales fassent écho à la Charte des Nations Unies, qui cherche

«à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande».

Le Président assume de nouveau la présidence.

Au cours des dernières décennies, cette affinité entre les valeurs thaïes et les buts de l'Organisation des Nations Unies s'est matérialisée en Asie du Sud-Est. Au Cambodge, tant la Thaïlande que les Nations Unies ont joué un rôle capital dans l'arrêt du conflit et, en fait, dans l'instauration de la paix dans la région. Aujourd'hui, ce pays jadis ravagé par la guerre est sur la voie de la démocratie, cependant que ses citoyens jouissent d'une sécurité et d'une liberté retrouvées.

La paix n'est que l'un des aspects cruciaux du *santisukh*. L'autre implique la création d'une vie meilleure pour le peuple. À cet égard, les réalisations de l'Organisation des Nations Unies sont éloquentes. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a travaillé sans tapage mais avec efficacité pour améliorer la vie de millions d'Asiatiques. Ce n'est pas dans une mince mesure que, grâce à la CESAP, la pauvreté et la maladie sont en régression dans la région, et que les individus, en nombre de plus en plus grand, prennent en charge leur propre destinée.

En ce temps et en cette heure où l'incertitude guette à chaque tournant, et où le développement durable pose un défi, l'Organisation des Nations Unies est plus importante que jamais. Son rôle dans l'Asie du Sud-Est a montré qu'avec un soutien approprié, elle est en fait à même de promouvoir «le bonheur dans la tranquillité». Nous devons faire en sorte que l'Organisation se concentre sur ce qu'elle seule peut accomplir, ou qu'elle peut mieux faire que toute autre institution internationale : empêcher les peuples de s'entre-tuer, amener les individus à se respecter, et les aider à vivre dans l'environnement qu'ils auront choisi. Ce sont les contributions les plus précieuses que l'Organisation des Nations Unies peut apporter à l'humanité.

Au nom du peuple et du Gouvernement thaïlandais, je réaffirme donc notre foi dans les principes et les buts de la Charte des Nations Unies et je m'engage fermement à apporter notre soutien total à l'Organisation dans ses efforts pour promouvoir une paix durable et une prospérité globale.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Premier Ministre du Royaume de Thaïlande de sa déclaration.

S. E. M. Banharn Silpa-Archa, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. l'Honorable Edison C. James, Premier Ministre et Ministre des affaires extérieures,

des affaires juridiques et du travail du Commonwealth de la Dominique

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. l'Honorable Edison C. James, Premier Ministre et Ministre des affaires extérieures, des affaires juridiques et du travail du Commonwealth de la Dominique.

S. E. l'Honorable Edison C. James, Premier Ministre et Ministre des affaires extérieures, des affaires juridiques et du travail du Commonwealth de la Dominique, est escorté à la tribune.

M. James (*interprétation de l'anglais*) : Au nom du Gouvernement et du peuple du Commonwealth de la Dominique, je présente mes sincères félicitations à cette institution à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Je voudrais également dire que c'est un privilège et un honneur pour notre pays de participer à cette célébration spéciale. Je dis «spéciale» parce que 50 années d'existence, pour n'importe quelle entreprise, suscite une attention particulière. Pour nous, dans l'univers du cricket, le nombre 50 marque une phase mémorable dans la performance d'un joueur de cricket, toujours saluée de chaleureux applaudissements; en tant qu'individus, nous marquons notre cinquantième anniversaire de façon spéciale. Cependant, de telles occasions nous permettent également de réfléchir, de s'interroger et de faire notre autocritique : pour aller de l'avant.

Avec le recul, on peut dire que les 50 années passées n'ont pas été les plus faciles ou les plus pacifiques de l'histoire de l'humanité. Il y a 50 ans, le monde émergeait lentement des combats et des atrocités associés aux deux conflits mondiaux, et plus particulièrement à la deuxième guerre mondiale, l'expérience la plus horrifiante de l'humanité. Le scepticisme prévalait, et on le comprend, quant à la capacité d'une seule institution, quelle qu'elle soit, de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Mais l'espérance jaillit perpétuellement dans l'âme humaine, et des débris naquit l'idéal, incarné par le système des Nations Unies, que la guerre pourrait céder la place à la paix, que l'emploi de paroles mesurées pourrait remplacer l'emploi de la force pour régler les différends. La tâche n'a pas été facile.

Aujourd'hui, nous célébrons le fait qu'il y a 50 ans, un groupe d'hommes et de femmes dévoués, nullement ébranlés par ce qu'ils avaient observé, se sont réunis pour forger une organisation entièrement vouée à la paix entre les hommes. Aujourd'hui, nous saluons ces nations qui, à

travers les Nations Unies, continuent de lutter pour l'avènement de cette paix.

Parmi les réussites de ces 50 dernières années, on peut citer le démantèlement du colonialisme et la naissance de la grande majorité des nations représentées ici aujourd'hui dans cette Assemblée. Nous avons vu se développer des relations amicales entre les nations, basées sur le principe de l'égalité des droits et sur l'autodétermination des peuples. Nous avons vu la coopération internationale oeuvrer à la solution de problèmes internationaux à caractère économique, social, culturel et humanitaire. Nous avons vu l'encouragement au respect des droits humains et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Dans toutes ces entreprises, les Nations Unies ont joué un rôle majeur et ont contribué de manière significative à la paix mondiale. Aujourd'hui, évidemment, nous pouvons tous nous réjouir.

Les succès auxquels nous avons fait allusion n'auraient pu être obtenus sans le soutien vigoureux apporté aux Nations Unies par ses partenaires dans la recherche permanente de la paix : ces institutions régionales et inter-régionales qui assurent un travail de contrôle et de mise en oeuvre des politiques des Nations Unies. En tant que Président actuel de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), je suis fier de déclarer, au nom de mes collègues, chefs de gouvernement de la CARICOM, que notre organisation a été l'un de ces partenaires. Un exemple très récent de notre attachement à la paix mondiale est illustré par notre mission d'espoir auprès du peuple haïtien, membre très aimé de notre famille caraïbe.

L'ONU a connu d'autres succès auxquels tous peuvent se vanter d'avoir contribué. Dans cet hémisphère, il y a eu le règlement des problèmes d'El Salvador. Outre-Atlantique, il y a eu la question de l'indépendance du Sud-Ouest africain, maintenant la Namibie, et le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud.

S'il est important de trouver une solution aux problèmes politiques, nous voyons le rôle actuel de l'ONU comme un engagement actif dans la recherche d'une meilleure qualité de vie pour les habitants de cette planète, liant paix et sécurité au développement économique et social. À cet égard, le rôle que jouent l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres institutions spécialisées de l'ONU mérite d'être applaudi. Les efforts pour améliorer la situation des personnes déshéritées devraient

également être universellement applaudis. Les Conférences du Caire, de Copenhague et de Beijing ont aidé à faire progresser l'égalité entre les sexes et à reconnaître le rôle des femmes dans l'ordre du jour du développement.

Alors que nous voyons l'avenir avec espoir, nous ne pouvons nous empêcher de dire notre préoccupation quant au fait que l'un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies a maintenant été relégué au statut de non-membre. Je veux parler de la République de Chine. Le Commonwealth de la Dominique croit qu'il est possible de trouver un moyen, et qu'il faut le trouver, pour permettre aux 21 millions de personnes vivant sur ce territoire d'avoir une voix dans les affaires de l'Organisation des Nations Unies.

Alors que nous nous apprêtons à entrer dans le deuxième demi-siècle de l'Organisation des Nations Unies, on parle de modernisation, de revitalisation et de restructuration, concepts que toute organisation doit non seulement garder à l'esprit, mais doit, pour sa survie, chercher activement à appliquer dans son *modus operandi*. Le système de l'Organisation des Nations Unies a été mis au point pour qu'elle traite des problèmes de la période d'après guerre, problèmes liés essentiellement au bouleversement de la paix internationale par le recours aux armes. Aujourd'hui, la menace à la paix découle d'abord de problèmes de développement. Nous voudrions donc croire que les mesures de réduction des coûts et de modernisation proposées pour cette restructure prendront en compte les aspirations légitimes des peuples des États petits et vulnérables tels que le Commonwealth de la Dominique. Nous demandons également, au nom de la justice pour tous, que les pays prospères et puissants s'abstiennent de prendre des mesures commerciales et économiques susceptibles de faire baisser le standard de vie de ces États petits et vulnérables. N'oublions jamais que tout être humain a le droit d'être habillé avec dignité et qu'au centre même de l'univers se tient ce même être humain, cet élément essentiel et irréductible du développement.

Le monde attend de nous que nous lui montrions la voie, et davantage encore. Le Commonwealth de la Dominique promet son appui et cherchera à collaborer à tous les efforts que fera l'ONU pour assumer ce rôle dirigeant dans le monde. La direction, l'équité, la justice, la paix et la sécurité sont encore pour beaucoup des idéaux distants. Réaffirmons notre croyance dans les principes consacrés dans notre Charte. Appliquons-nous à transmettre une planète saine, un monde en paix aux générations futures. Nous ne pouvons pas les décevoir et nous ne les décevrons pas.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Premier Ministre et Ministre des affaires extérieures, des affaires juridiques et du travail du Commonwealth de la Dominique de sa déclaration.

S. E. l'Honorable Edison C. James, Premier Ministre et Ministre des affaires extérieures, des affaires juridiques et du travail du Commonwealth de la Dominique, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. Mme Benazir Bhutto, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. Mme Benazir Bhutto, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan.

S. E. Mme Benazir Bhutto, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, est escortée à la tribune.

Mme Bhutto (*interprétation de l'anglais*) : Il y a 50 ans aujourd'hui, des hommes et des femmes qui voyaient loin se sont réunis pour créer une Organisation qui préserverait le monde de la guerre.

Les principes de l'égalité des droits et de l'autodétermination se trouvent au coeur de cette Charte. Des millions de personnes en Asie, en Afrique et en Amérique latine doivent leur liberté à la poursuite par cette Organisation de ces nobles idéaux. Nous nous félicitons de cette réalisation. Pendant 50 ans, il n'y a pas eu de conflit mondial. Nous nous en félicitons.

Nous applaudissons les interventions humanitaires et de maintien de la paix de l'ONU, pour lesquelles des fils courageux du Pakistan ont versé leur sang.

Nous nous félicitons des efforts faits par l'ONU pour mettre l'accent sur les problèmes sociaux, dont la population, le développement social, les femmes et les établissements humains.

La menace d'un conflit mondial s'est estompée, mais les images des souffrances au Cachemire, en Bosnie et dans d'autres régions nous ont tous attristés. Et même si l'occupation étrangère de l'Afghanistan a pris fin, le Pakistan doit assumer la charge d'un million et demi de réfugiés. L'Organisation des Nations Unies doit donc partager ce fardeau et renforcer les efforts qu'elle fait en faveur de la paix en Afghanistan.

En ce moment où nous célébrons les réalisations de l'Organisation des Nations Unies, nous allons faire une pause pour procéder à un examen de conscience et à une auto-évaluation.

Le Secrétaire général a décrit le différend au Cachemire comme étant l'un des points les plus anciens à l'ordre du jour de l'ONU. Quarante-huit ans d'occupation n'ont pas réussi à abattre l'esprit d'un peuple noble, attaché au droit à l'autodétermination, attaché aux idéaux de l'Organisation des Nations Unies, un peuple qui met ses espoirs dans la promesse qu'a faite l'ONU de tenir un plébiscite pour déterminer son avenir.

Que vos coeurs et vos esprits ne restent pas indifférents au tourment du Cachemire.

L'interdépendance mondiale est devenue réalité. U Thant avait dit «Ce n'est pas de l'idéalisme candide» qui nous rassemble tous ici, mais «notre sens instinctif de survie». La survie aujourd'hui implique un effort commun pour faire reculer la pauvreté, la faim et la maladie, pour sauvegarder notre environnement, pour répondre aux besoins humains, pour prévenir la désintégration sociale et pour rétablir les valeurs morales qui sont la fondation des actions des individus et des nations. La survie implique une plus grande démocratisation au sein des nations et du système international.

Le Conseil de sécurité doit être élargi, mais pas en ce qui concerne ses membres permanents. Un Secrétaire général adjoint devrait être nommé afin de placer l'accent sur le soulagement de la pauvreté. Le maintien de la paix et les mécanismes de règlement des conflits doivent être renforcés. J'invite les États Membres à venir à Islamabad l'année prochaine pour participer à une conférence sur ces sujets.

Il ne suffit pas que nous dénoncions les atrocités au Rwanda, en Bosnie et au Cachemire : les coupables de ces crimes doivent être punis. Nous devrions créer un tribunal pénal international à cette fin. Et à l'époque des autoroutes de l'information, nous devons établir une distinction entre la liberté d'expression, la liberté d'action et la liberté de pervertir, de polluer et de détruire.

De nouveaux défis nous attendent. Le terrorisme, le commerce des stupéfiants, la contrebande d'armes sont certains des maux qui ne connaissent pas de frontières. Pour répondre à ces défis, nous avons besoin de l'Organisation des Nations Unies. Pour répondre à ces défis, l'ONU a besoin d'une base financière indépendante. Pour cela, il est

possible d'envisager une taxe sur les transactions financières internationales, sur les voyages internationaux, sur l'exploitation de l'espace ou des océans. Aujourd'hui, la responsabilité de l'avenir nous incombe. Ne nous dérobons pas à cette responsabilité.

Rappelons-nous ce qu'a dit Spinoza : «La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. C'est une vertu qui jaillit de la force de caractère.»

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Premier Ministre de la République islamique du Pakistan de sa déclaration.

S. E. Mme Benazir Bhutto, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, est escortée de la tribune.

Allocution de S. E. le Très Honorable Percival James Patterson, Premier Ministre de la Jamaïque

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. le Très Honorable Percival James Patterson, Premier Ministre de la Jamaïque.

S. E. le Très Honorable Percival James Patterson, Premier Ministre de la Jamaïque, est escorté à la tribune.

M. Patterson (*interprétation de l'anglais*) : Il y a 50 ans, l'ONU était fondée pour promouvoir la paix et la sécurité internationales. Sa mission consistait à favoriser la coopération entre les nations. Le fonctionnement efficace d'un système de sécurité collective a tout de suite été menacé par la rivalité acharnée et intense entre les superpuissances.

Que l'ONU ait survécu à la guerre froide et à des périodes prolongées de tension internationale est une preuve de sa résistance. Elle a contribué de façon constructive au règlement de nombreux conflits régionaux et d'autres problèmes graves qui mettent en péril la sécurité internationale. Il y a d'autres réalisations remarquables dont il convient à juste titre de s'enorgueillir. L'ONU a présidé au processus de décolonisation, qui a engendré de profonds changements géopolitiques. Elle a favorisé un important élargissement des programmes internationaux par le recours à des programmes sociaux et économiques novateurs qui couvrent de nombreux domaines de coopération. Nous, en Jamaïque, souhaitons la bienvenue à son dernier rejeton, l'Autorité internationale pour les fonds marins, qui permet

à tous les pays d'exploiter pacifiquement les ressources des fonds marins en tant que patrimoine commun de l'humanité.

Nous reconnaissons que l'ONU est loin d'être parfaite. Pourtant, nous frémissons en pensant au monde qui, sans elle, aurait vu le jour. Elle est devenue une instance indispensable dans la recherche d'un dialogue mondial pour le règlement des différends. Elle offre le seul espoir d'harmoniser les intérêts mondiaux et de désamorcer les crises complexes qui pourraient si facilement dégénérer autrement.

Nous oublions parfois que l'ONU est la création de ses Membres. Ils en font ce qu'ils veulent en faire. En tant qu'États Membres, nous avons l'obligation solennelle d'édifier un système efficace de nature à instaurer une paix durable et la justice sociale. Cela imposera une revitalisation et une réforme de la structure des organes de l'ONU et du contenu de leurs programmes. La réforme du système doit refléter les réalités politiques contemporaines. Elle doit aussi reposer sur le droit légitime de tous les États Membres à une participation démocratique fondée sur l'égalité souveraine, quelles que soient leur taille, leur richesse ou leur puissance. Le droit de veto doit être révisé. Nous avons besoin d'un tout nouvel ordre du jour maintenant. Les choses ne peuvent demeurer inchangées. La démarche traditionnelle ne suffira pas.

Un milliard d'habitants dans le monde vivent toujours dans une extrême pauvreté. Le désespoir et la frustration d'un aussi grand nombre dans la lutte quotidienne pour la survie aboutissent souvent à des conflits qui mettent à mal les liens de la cohésion sociale et entraînent des éruptions violentes et hostiles.

L'éradication de la pauvreté et des maux qu'elle suscite — faim, malnutrition, exclusion — doit être au coeur des préoccupations de toute la communauté internationale. Où qu'ils se posent, ces problèmes ne peuvent être confinés à leurs lieux d'origine. Nous devons tous contribuer à leur solution. L'amélioration de la condition humaine sur toute la planète doit faire immédiatement l'objet de tous nos efforts. Si des préoccupations strictement humanitaires ne suffisent pas, recourons à l'action, mais par la nécessité pratique d'éviter des troubles incessants et de maintenir ainsi la stabilité mondiale.

Reconnaître les liens pertinents ne suffit certainement pas. Il est nécessaire d'affecter d'urgence des ressources qui soient proportionnées à l'immensité du problème. Nous avons besoin d'un partenariat mondial dans lequel ceux qui ont eu les moyens assument pleinement leur part dans un programme mondial destiné à favoriser le développement et

à épargner ainsi à tous les êtres humains le fléau de la faim, de l'ignorance et de la maladie.

Que cette occasion ne serve pas uniquement à célébrer une fois de plus l'endurance institutionnelle, mais qu'elle serve au contraire à réaffirmer notre volonté collective de relever les énormes défis que nous pose le prochain millénaire! Nos perspectives d'avenir sont inextricablement liées. Renouvelons aujourd'hui notre promesse de créer un monde de paix durable et de prospérité abondante pour tous les membres de l'espèce humaine.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Premier Ministre de la Jamaïque de sa déclaration.

S. E. le Très Honorable Percival James Patterson, Premier Ministre de la Jamaïque, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Yitzhak Rabin, Premier Ministre et Ministre de la défense de l'État d'Israël

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Yitzhak Rabin, Premier Ministre et Ministre de la défense de l'État d'Israël.

S. E. M. Yitzhak Rabin, Premier Ministre et Ministre de la défense de l'État d'Israël, est escorté à la tribune.

M. Rabin (*interprétation de l'anglais*) : *Shalom*. Cette salle a entendu de nombreux cris de joie, mais aussi de nombreuses paroles de désespoir. La justice, mais aussi le mal, la cruauté et l'exploitation s'y sont manifestés. Au cours des 50 dernières années, elle a assisté à la chute d'empires et à l'effacement de frontières. Mais ici aussi, des peuples ont aperçu leur liberté et les nations du monde ont hissé leurs drapeaux côte à côte. Il est devenu possible de concrétiser les paroles du prophète Isaïe, un fils du peuple juif :

«Alors, ils forgeront de leurs épées des hoyaux, et de leurs lances des serpes; une nation ne lèvera plus l'épée contre l'autre et on n'apprendra plus la guerre.»

Voilà le rêve que je vous apporte aujourd'hui de Jérusalem, la capitale éternelle de l'État d'Israël et le coeur du peuple juif.

Ce matin, je me présente devant vous, chefs d'État de la communauté internationale, en ma qualité de Premier Ministre de l'État d'Israël et de représentant du peuple juif.

Je suis également ici en tant que représentant de ceux pour qui la création de l'ONU a trop tardé. Je suis ici aujourd'hui au nom des 6 millions de personnes dont la vie a été réduite en cendres, dont l'âme est montée au ciel au milieu des flammes. Nous ne les laisserons jamais tomber dans l'oubli. Je suis ici en tant que représentant des enfants qui ne souriront jamais, au nom des parents dont les enfants leur ont été arrachés, des grands-mères et des grands-pères dont les cris n'ont pas été entendus.

Mais nous n'oublierons jamais non plus nos bien-faiteurs à l'ONU, grâce auxquels, il y a 48 ans, nous avons pu obtenir notre indépendance. Aujourd'hui encore, nous entendons l'écho du vote par appel nominal et des deux tiers des États Membres de l'Organisation qui, en cette soirée mémorable, ont voté en notre faveur et ainsi assumé leur responsabilité morale.

Il y a eu aussi bien des années où, dans cette salle, des décisions douloureuses et injustes ont été prises contre nous. Il y a eu des résolutions absurdes qui, depuis, ont été abrogées, telles que la résolution assimilant le sionisme au racisme. De nombreuses idéologies ont échoué et ont disparu. Mais c'est le sionisme qui a conduit le peuple juif dans sa patrie historique. Le sionisme a triomphé.

Nous sommes reconnaissants à la communauté internationale de son encouragement, en ce moment historique qui se déroule sur notre petite parcelle de terre : les accords entre Israël et les Palestiniens — et je souhaite féliciter le Président Arafat, qui est l'un de nos partenaires dans cette réalisation —, les accords de paix entre Israël et l'Égypte, et entre Israël et le Royaume hachémite de Jordanie, et les changements importants intervenus dans les relations d'Israël avec tout le Moyen-Orient.

La route est encore longue. Pourtant, nous sommes déterminés à avancer jusqu'à ce que nous ramenions la paix dans la région. Pour nos enfants et les enfants de nos enfants et pour tous les peuples de la région. Telle est notre mission. Nous nous en acquitterons.

Tout comme nous sommes venus devant vous pour protester, nous venons, aujourd'hui, pour louer les changements intervenus dans les relations entre Israël et la communauté internationale et les Nations Unies. Nous ne pouvons cependant pas nous reposer sur nos lauriers. L'Organisation des Nations Unies doit continuer de répondre aux nouvelles réalités au Moyen-Orient. Nous devons être au premier rang de la lutte contre les forces qui menacent la paix et la sécurité dans la région, pour tous les

pays, pour tous les peuples de la région et pour le monde entier.

Nous demandons à la communauté internationale de nous aider à retrouver ceux des nôtres qui ont disparu au champ d'honneur et à permettre à nos prisonniers de guerre de rentrer dans leur foyer et leur famille.

Tant que des enfants mourront de faim, notre tâche ici ne sera pas achevée. Tant que la paix ne régnera pas dans tous les coins du monde, notre tâche ici ne sera pas achevée.

Les Nations Unies doivent soutenir ceux qui oeuvrent pour la paix. Elles doivent intensifier la lutte internationale contre le terrorisme et ses partisans. Le terrorisme est le cancer du monde d'aujourd'hui. Ne nous leurrions pas : même si vous ignorez la terreur, elle peut pénétrer dans n'importe lequel de vos foyers. La terreur doit être vaincue. La paix doit l'emporter. C'est un combat que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre.

Israël célèbre ici avec chacun — avec tous ceux qui sont présents et avec le monde entier — le cinquantenaire des Nations Unies.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Premier Ministre et Ministre de la défense de l'État d'Israël de sa déclaration.

S. E. M. Yitzhak Rabin, Premier Ministre et Ministre de la défense de l'État d'Israël, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Kahmphoui Keoboulapha, Vice-Premier Ministre de la République démocratique populaire lao

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Kahmphoui Keoboulapha, Vice-Premier Ministre de la République démocratique populaire lao.

S. E. M. Kahmphoui Keoboulapha, Vice-Premier Ministre de la République démocratique populaire lao, est escorté à la tribune.

M. Keoboulapha (*parle en lao; texte français fourni par la délégation*) : C'est un honneur pour moi que de représenter mon pays, la République démocratique populaire lao, à cette célébration historique du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Au nom du

Gouvernement et du peuple lao, je voudrais tout d'abord saluer chaleureusement S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, notre Secrétaire général, les chefs d'État et de délégation, ainsi que les distingués délégués ici présents en cette occasion solennelle. Je tiens spécialement à remercier sincèrement le Comité préparatoire pour la commémoration présidé par l'Australie pour son impeccable performance. Je voudrais également remercier S. E. Mme Gillian Martin Sorensen, Conseillère spéciale du Secrétaire général pour les relations avec le public, pour ses remarquables contributions à ce travail.

La présente célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies offre à la communauté internationale une occasion sans précédent de tirer les leçons et les expériences du passé et de les mettre à profit, afin de rendre plus efficace le rôle de l'Organisation des Nations Unies et de réaliser ses objectifs ultimes, à savoir le maintien de la paix et le développement social et économique dans le monde.

En effet, pendant les cinq décennies écoulées, notre organisation universelle a subi d'énormes épreuves, causées par de nombreux conflits et bouleversements survenus dans divers coins de notre planète. Malgré les difficultés rencontrées, elle a pu non seulement survivre, mais elle a su aussi renforcer considérablement son rôle dans la solution des problèmes mondiaux. Dans le cadre de ses activités multiples, bien des acquis méritoires sont à noter dans le domaine du processus de décolonisation, de l'établissement du droit à l'autodétermination des peuples et dans la prévention des menaces d'un holocauste nucléaire. Son concours précieux au développement économique et social en faveur des peuples est notoire auprès de la communauté internationale. Tout en nous réjouissant de ces acquis ainsi réalisés, nous ne pouvons nous empêcher de confirmer la vérité selon laquelle le monde d'aujourd'hui entre dans une nouvelle ère, l'ère de la coopération pour le développement. Cependant, ce monde reste dépourvu d'une paix véritable. Les perspectives de règlement de plusieurs conflits politiques sont bien sombres et lointaines. Et comme beaucoup de délégations l'ont souligné, à cela s'ajoutent encore la pauvreté, les maladies, les victimes de la guerre, l'ignorance, l'état d'arriération et l'analphabétisme, qui sont endémiques dans de nombreux pays et qui constituent un grand défi pour toutes les nations. Pour remédier à cet état de choses, la restructuration de l'Organisation des Nations Unies pour un rôle plus efficace s'avère donc indispensable.

La réalité de nos jours nous montre qu'une paix véritable ne saurait être instaurée tant que les impératifs du développement social et économique ne sont pas convena-

blement satisfaits et, réciproquement, il ne peut y avoir de développement sans paix. C'est pourquoi la paix et le développement sont deux notions qui se complètent mutuellement et qui méritent une égale considération.

Dans le cadre de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, en République démocratique populaire lao, nous avons organisé diverses manifestations avec une large participation populaire en signe de reconnaissance pour l'aide et la coopération accordées par cette dernière, lesquelles contribuent grandement au développement socio-économique du peuple lao.

Je souhaite que cette commémoration historique soit couronnée de brillants succès.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Vice-Premier Ministre de la République démocratique populaire lao de sa déclaration.

S. E. M. Kahmphoui Keoboulapha, Vice-Premier Ministre de la République démocratique populaire lao, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Mohamed Salem Ould Lekhal, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de Mauritanie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Mohamed Salem Ould Lekhal, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de Mauritanie.

S. E. M. Mohamed Salem Ould Lekhal, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de Mauritanie, est escorté à la tribune.

M. Ould Lekhal (*interprétation de l'arabe*) : Je suis heureux de donner lecture à l'Assemblée du discours qui devait être prononcé par S. E. Sidi Mohamed Ould Boubacar, Premier Ministre de la République islamique de Mauritanie, qui en a été empêché. En voici le texte :

«Permettez-moi d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre élection à la présidence de cette assemblée historique. Mes félicitations vont également à S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations Unies, et à tous les services et institutions spécialisées de l'Organisation des Nations unies à l'occasion de la présente commémoration.

Le cinquantième anniversaire de notre Organisation, que nous célébrons aujourd'hui, offre l'occasion pour la communauté internationale, dans toute la diversité des cultures des nations qui la composent, de méditer sur l'évolution du monde depuis la création de l'ONU, dans ses succès comme dans ses échecs.

Cinquante ans ont passé depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. C'est là une période suffisante pour juger l'oeuvre déjà accomplie et tirer les leçons du passé, afin de tracer à grands traits le chemin qu'il convient de construire pour sécuriser cet avenir radieux auquel aspirent les États et les peuples du monde, conformément aux nobles objectifs de notre Organisation internationale, créée à l'origine pour résoudre les problèmes de l'humanité sur la base de la justice, du droit et de l'équité.

L'Organisation des Nations Unies est née à un moment particulièrement douloureux de l'histoire de l'humanité. Le monde, meurtri et déchiré par la guerre, aspirait alors à la paix, à la stabilité et à la reconstruction économique.

Nul doute que, depuis lors, notre Organisation, son réseau d'institutions spécialisées et d'organismes connexes ont à leur actif des accomplissements considérables, qu'il s'agisse du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de la décolonisation, de la promotion des droits de l'homme et de la démocratie ou qu'il s'agisse de l'aide au développement et à la lutte contre les grandes endémies.

À cet égard, il m'est spécialement agréable de saluer ici l'assistance précieuse apportée à la Mauritanie, tout comme aux autres pays en développement, par les institutions spécialisées de l'ONU et notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans leurs domaines respectifs d'intervention.

S'il est vrai que l'ère de la confrontation bipolaire a cédé le pas à une ère plus élargie de dialogue, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, s'il est vrai aussi que des progrès notoires ont été réalisés ces derniers temps dans le monde, notam-

ment en Afrique du Sud où l'apartheid a été démantelé et au Moyen-Orient où la paix semble poindre à l'horizon, de nombreux pays continuent cependant de vivre dans la tourmente de conflits armés et la majeure partie de l'humanité subit encore les affres de la pauvreté et du sous-développement. De même, les pays en développement sont toujours confrontés aux effets de la crise économique mondiale, à la détérioration inexorable des termes de l'échange, au fardeau irrésistible de la dette extérieure et à la réduction du volume de l'aide internationale.

La crise actuelle et l'instabilité qu'elle engendre ça et là prennent leurs racines dans les déséquilibres structurels fondamentaux qui caractérisent le système économique international. La pauvreté et la misère de la majeure partie de l'humanité sont une atteinte à la conscience universelle et une menace à la paix et à la sécurité internationales.

C'est à ces déséquilibres et iniquités que nous devons nous attaquer à travers des solutions novatrices et audacieuses capables de répondre aux exigences et réalités du monde que nous partageons.

À cet égard on ne peut qu'observer la pertinence des résolutions prises dans ce sens, lors des différents sommets mondiaux, tenus au cours de ces dernières années.

Le thème que nous avons donné à la commémoration d'aujourd'hui — "Nous, peuples des Nations Unies ... unis pour un monde meilleur" — ne doit pas être vain. Puissent la sagesse et la profondeur de vue de nos aînés, auteurs, en 1945, de la Charte des Nations Unies, nous inspirer pour adopter les comportements et attitudes propres à nous éviter les malheurs et désastres de la guerre et de l'insécurité!

La République islamique de Mauritanie réaffirme, du haut de cette tribune, son engagement à oeuvrer au service des grands idéaux de notre Organisation, pour promouvoir et consolider la paix et la sécurité internationales et renforcer la coopération et la solidarité entre les nations pour un monde délivré de la guerre, de la misère et du sous-développement.»

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Ministre des affaires étrangères et de la coopération de Mauritanie, qui a donné lecture du message du Premier Ministre.

S. E. M. Mohamed Salem Ould Lekhal, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de Mauritanie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Baboucarr-Blaise Ismaila Jagne, Ministre des affaires étrangères de la Gambie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Baboucarr-Blaise Ismaila Jagne, Ministre des affaires étrangères de la Gambie.

S. E. M. Baboucarr-Blaise Ismaila Jagne, Ministre des affaires étrangères de la Gambie, est escorté à la tribune.

M. Jagne (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur, au nom de S. E. le capitaine Yahya A. J. J. Jammeh, Président du Conseil provisoire des forces armées et Chef d'État de la République de Gambie, de faire cette déclaration en cette heureuse occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

La célébration du jubilé de l'Organisation des Nations Unies est une occasion unique de faire le bilan des réalisations et des échecs du passé et, plus précisément, de tracer une nouvelle voie qui aboutirait à un monde formé d'une communauté de peuples ayant besoin les uns des autres pour survivre. Je pense, bien entendu, à un monde interdépendant, à un village mondial, où la réalisation dans un pays de la croissance socio-économique, de la paix et de la sécurité dépendrait grandement de résultats identiques dans d'autres pays. Le Sud en développement peut-il se développer sensiblement sans la participation du Nord industrialisé? Le Nord peut-il continuer à prospérer face à la pauvreté et aux besoins du Sud? Les pays en développement du Sud ont besoin d'un avantage au départ, comme le Plan Marshall en a fourni un à l'Europe à la suite de la seconde guerre mondiale. Il ne devrait pas y avoir de demi-mesures.

Cinquante ans après la signature de sa Charte, l'Organisation des Nations Unies continue d'être un symbole universel pour des millions de personnes dans le monde entier. Nous pensons que l'ONU détient les moyens de répondre aux aspirations de paix et de sécurité mondiales, et qu'à cet égard, tout pays qui s'acquitte de ses obligations de Membre devrait avoir le droit de prendre sa juste place parmi nous sur la base du principe largement accepté de l'universalité. Ma délégation estime donc que la République de Chine à Taiwan devrait être réadmise à l'ONU. Il convient de noter qu'une révolution pacifique est en cours dans la République de Chine à Taiwan, qui promet de faire

une réalité de la notion de village global. Je pense plus précisément à la révolution informatique.

L'Organisation des Nations Unies célèbre ses 50 années d'existence, et notre gouvernement a récemment célébré une année d'activités réussies. La tâche de construction de l'État n'a pas été facile en raison de la difficile situation politique et économique dans laquelle les pays en développement, dont le nôtre, doivent travailler. Le Gouvernement de la République de Gambie demeure engagé, cependant, à l'application réussie de son Programme de redressement et de son calendrier pour sa transition vers une autorité civile démocratique, ainsi que de son Programme de développement socio-économique. Tous les efforts sont faits pour parvenir aux objectifs fixés. Il est toutefois décourageant de noter que nos partenaires traditionnels dans le domaine du développement, au lieu de nous aider, sont en train de surveiller les moindres écarts de notre processus de transition. De cette façon, ils peuvent s'asseoir et dire : «Nous vous l'avions dit!». Si nous marchons seuls, c'est parce que nos partenaires ont décidé de marcher à un rythme différent du nôtre.

Les aspirations légitimes de petits États susciteront, nous l'espérons, davantage d'intérêt de la part des Nations Unies, sachant que la grandeur d'un pays ne dépend pas de sa superficie mais de la qualité de ses dirigeants et du caractère national de son peuple.

Nous espérons ardemment qu'à partir de maintenant, les nations ne se laisseront pas guider dans leurs relations par la loi de la jungle ou la tendance malencontreuse à croire que la force prime le droit. Ce qui est arrivé à l'État du Koweït, il y a cinq ans, est encore dans nos mémoires. Une telle conduite agressive ne doit plus jamais être imposée à un autre pays, petit ou grand.

Dans nos efforts inlassables pour promouvoir la paix et la sécurité internationales, il faudrait veiller à renforcer le processus de consultations entre l'ONU et les organisations régionales. Nous pensons que les décisions unilatérales vont pour la plupart à l'encontre de l'effet souhaité. Le litige entre la Libye et certains pays occidentaux est exemplaire à cet égard. Nous pensons que la position de l'Organisation de l'unité africaine quant à ce litige constitue un point de départ raisonnable pour sortir de l'impasse.

La présence du Président Fidel Castro à cet événement commémoratif doit mettre davantage en relief le blocus de trois décennies imposé au peuple cubain. Nous redisons qu'il est grand temps que ce blocus soit levé.

Alors que nous célébrons le cinquantième anniversaire de notre Organisation, il nous faut aussi reconnaître que les tâches futures sont claires et que nous devons les affronter sans détour.

Certains affirment que nous avons perdu confiance en nous-mêmes vu la nature grave et complexe des crises auxquelles la communauté internationale est confrontée en cette période d'après guerre froide. Ma délégation considère toutefois que, si nous devons être francs et analyser la situation de façon critique, en particulier en tenant compte de nos insuffisances passées, nous ne devons pas perdre confiance dans notre capacité commune à rassembler la volonté nécessaire et prendre les mesures qu'il faut dans l'intérêt de l'humanité.

Un consensus universel croissant se dégage sur la restructuration des principaux organes des Nations Unies pour refléter la réalité internationale actuelle. Cinquante années après sa fondation et son élargissement pour inclure pratiquement tous les pays du monde, l'ONU aujourd'hui n'a rien de commun avec l'Organisation établie après la seconde guerre mondiale pour répondre aux besoins de l'époque. Le Conseil de sécurité en particulier, en tant que principal outil de décision des Nations Unies, doit être élargi pour prendre réellement en compte les avis et espoirs de la grande majorité des Membres de notre Organisation.

Nous souhaitons sincèrement qu'à la veille d'un nouveau millénaire semé de défis et de possibilités, nous puissions, en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies, demeurer fermement à la hauteur de la confiance que nos peuples, les peuples des Nations Unies, ont mise en nous.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Ministre des affaires étrangères de la Gambie de sa déclaration.

S. E. M. Baboucarr-Blaise Ismaila Jagne, Ministre des affaires étrangères de la Gambie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. Mme Susanna Agnelli, Ministre des affaires étrangères de l'Italie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. Mme Susanna Agnelli, Ministre des affaires étrangères de l'Italie.

S. E. Mme Susanna Agnelli, Ministre des affaires étrangères de l'Italie, est escortée à la tribune.

Mme Agnelli (*interprétation de l'anglais*) : Permettez-moi, pour commencer, de vous rendre hommage, Monsieur le Président, et de rendre aussi hommage au Secrétaire général pour la façon exemplaire dont cette session commémorative se déroule.

Il y a 75 ans, à la fin de la première guerre mondiale, un certain nombre de dirigeants éclairés se sont rassemblés en vue de réaliser un rêve commun, celui d'une paix durable. Mais leurs espoirs furent rapidement déçus; certains ont presque immédiatement choisi leur propre voie, et le rêve a pris fin. Le résultat fut, deux décennies plus tard, le déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Il y a 50 ans, les dirigeants du monde se sont à nouveau tournés vers le même rêve et, cette fois, ils ont réussi à unir tous les peuples et pays autour d'idéaux et de valeurs communs. Il en a résulté que, pendant 50 ans, il n'y a pas eu de guerre majeure.

La préservation de la paix exige la manifestation de bonne volonté, le déploiement d'efforts inlassables et le soutien constant de la part de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Nous devons toujours nous rappeler les mots suivants de la Constitution de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) :

«les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.»

Le monde a changé au cours des 50 dernières années et l'ONU doit également changer. Les conflits internationaux ont été remplacés par des conflits internes, marqués par des tensions politiques, économiques, ethniques et religieuses qui donnent souvent lieu à de graves crises humanitaires et à des violations des droits de l'homme. Il nous faut rechercher des formules et instruments nouveaux pour faire face aux nouvelles crises. L'Italie travaille avec les Nations Unies pour créer à Turin un collège destiné à la formation du personnel des Nations Unies dans divers domaines.

Le respect du droit international demeure particulièrement important, mais le droit international doit également être adapté aux nouvelles situations, comme l'illustre la création de tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Toutefois, des solutions particulières ne sont pas suffisantes. Un pas dans la bonne direction serait la création d'une cour criminelle internationale. Mon pays est convaincu que la cour peut bientôt devenir réalité, et il

a proposé d'organiser en Italie la conférence chargée de l'adoption de ses statuts.

Une réforme de notre Organisation est tout à fait nécessaire. Des efforts sont déjà déployés à cet effet. L'Italie contribue à une proposition originale pour la réforme du Conseil de sécurité, dont bénéficieraient l'Organisation dans son ensemble et tous ses Membres, et ce, en rendant le Conseil plus démocratique, plus représentatif, plus transparent et plus responsable devant l'Assemblée générale.

On dit souvent qu'il ne peut y avoir de paix sans développement et pas de développement sans paix. Assurer la réalisation des deux objectifs nécessitera beaucoup d'efforts de la part de tous. Les pays développés et en développement doivent s'efforcer d'identifier les priorités et instruments nécessaires à l'instauration d'une prospérité plus grande et mieux répartie entre tous les peuples du monde. L'engagement de l'Italie à l'égard de ces idéaux est bien connu. Je voudrais solennellement le réaffirmer ici devant tous.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Ministre des affaires étrangères de l'Italie de sa déclaration.

S. E. Mme Susanna Agnelli, Ministre des affaires étrangères de l'Italie, est escortée de la tribune.

Allocution de S. E. M. Mario Enrique Villarroel Lander, Président de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la résolution 49/12 A de l'Assemblée générale, je donne maintenant la parole à S. E. M. Mario Enrique Villarroel Lander, Président de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

S. E. M. Mario Enrique Villarroel Lander, Président de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, est escorté à la tribune.

M. Villarroel Lander (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai l'honneur et le plaisir de m'adresser à cette illustre instance de l'Organisation des Nations Unies qui célèbre son cinquantième anniversaire. Je suis porteur des salutations d'une autre institution universelle de plus de 75 ans d'âge, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ces salutations que j'ai l'honneur de transmettre s'ajoutent aux félicitations et aux

meilleurs vœux des 163 sociétés nationales membres de la Fédération internationale et de 20 autres en voie de création.

L'Organisation des Nations Unies et notre institution ont été créées par des idéalistes qui ont cherché à instaurer une paix durable dans le monde. Dans notre mission — la nôtre visant la construction d'un monde meilleur avec la paix, la justice et la liberté entières; et la nôtre visant l'amélioration de la vie des peuples les plus vulnérables dans le monde — l'une et l'autre avons rassemblé les États du monde et leurs peuples.

L'Organisation des Nations Unies compte aujourd'hui 185 États Membres et, au cours de ces 50 années décisives, elle a, en dépit de revers et de grandes difficultés, fonctionné et obtenu des succès réels. Notre Fédération compte 128 600 000 membres et volontaires et 260 740 employés qui se dévouent à travers le monde.

Nos deux organisations sont directement et constamment affectées par les événements quotidiens et de tous ordres qui affectent nos membres. Nous sommes toutes deux multinationales et multiculturelles dans nos comportements et coutumes. Nos membres représentent l'ensemble des religions, des cultures et des patrimoines ethniques dans le monde.

Comme tous ceux ici présents le savent, la mission humanitaire accomplie par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge consiste à aider les êtres humains les plus vulnérables du monde — les victimes de catastrophes, ceux qui souffrent de la pauvreté et de la maladie, les défavorisés, les réfugiés et les personnes déplacées — en cherchant à prévenir, à combattre et à surmonter les causes de leur fragilité.

Dans le cadre de nos activités, nous coopérons efficacement avec l'Organisation des Nations Unies, essentiellement par l'intermédiaire de ses institutions spécialisées et du Département des affaires humanitaires. C'est en partie en raison du travail que nous avons réalisé, de notre histoire passée et aussi pour marquer cette coopération importante et généreuse que l'Organisation des Nations Unies a accordé à la Fédération internationale le statut d'observateur permanent auprès de l'Assemblée générale, nous permettant ainsi de partager avec elle nos vues sur les difficiles questions touchant au travail humanitaire d'aujourd'hui dans le monde. À cet égard, nous pourrions, à titre d'exemples, citer la complexité des opérations de secours, fréquemment conduites dans des États divisés, et la politisation de l'assistance humanitaire, ce qui souligne la nécessité pour des organisa-

tions comme la nôtre de maintenir à tout moment leur neutralité et leur impartialité.

Il convient également de signaler que les champs de mines demeurent après les conflits, provoquant, des années durant, mort et mutilations, à l'égal d'un fléau inimaginable. Les sanctions sont à l'origine de souffrances non méritées parmi les populations civiles. Des millions de réfugiés et de personnes déplacées vivent de façon précaire pendant des décennies, voire des générations. Des milliers et des milliers de personnes traversent les frontières à la recherche de conditions de vie meilleures mais sont alors parfois soumises à de plus grandes violations des droits de l'homme et à de plus grandes violences que celles auxquelles elles avaient voulu échapper. Les problèmes démographiques, d'alimentation, d'approvisionnement en eau, de santé prennent parfois dangereusement le pas sur la fourniture en besoins humanitaires. Et, ce qui est pire, la vengeance, d'un côté, égale et parfois même dépasse la violence folle de l'ennemi qui, à son tour, est alors aux prises avec ses propres difficultés. Telles sont certaines des questions fondamentales que la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge examineront en décembre avec les États signataires des Conventions de Genève, lors de la vingt-sixième Conférence internationale de notre mouvement.

Nous ne pouvons pas non plus oublier que les catastrophes naturelles, dont la plupart sont inévitables, continuent de tuer et de mutiler des êtres humains, d'appauvrir des nations alors que les catastrophes d'ordre technique et les conséquences des agressions auxquelles est soumis l'environnement empoisonnent des régions entières dont le relèvement nécessite des années d'efforts et des fonds considérables.

Dans ce contexte général, il faut impérativement trouver des moyens pour prévenir nombre de catastrophes si nous ne voulons pas être soumis à leur récurrence cyclique. Cependant, les fonds que les donateurs consacrent aujourd'hui au développement ne cessent de diminuer. C'est pourquoi nous partageons sans réserve les vues du Secrétaire général exprimées dans son rapport du mois d'août dernier sur l'activité de l'Organisation. Il souligne que, pour mettre un terme à cette spirale descendante, il faut instituer partout le développement humain durable. Une nouvelle perception du développement et la détermination universelle d'atteindre ce but sont donc essentiels pour aller vers le progrès mondial auquel tous les peuples aspirent et dont ils ont besoin.

Nous ne mettrons jamais assez l'accent sur la valeur et la nécessité absolue de la tâche qui consiste à encourager et

à mener à bien un développement durable sur le plan des institutions et des ressources afin que les nations et les peuples puissent bénéficier d'une prospérité constante et croissante. Selon une personnalité africaine de renom, l'éducation d'un enfant requiert l'intérêt et la participation de tout le village; dans le même esprit, je dirais que la croissance et la santé de l'humanité tout entière requièrent l'engagement constant et l'action de tous les êtres humains, de toutes les nations, de tous les peuples et de toutes les institutions humanitaires, telle celle que je suis fier de servir.

Nous souhaitons à cette noble et vitale institution au service de toute l'humanité, ainsi qu'aux milliers de personnes qui y travaillent avec dévouement, un heureux cinquantième anniversaire et les plus vifs succès dans leurs entreprises. Dans leur recherche responsable et systématique de la paix et de la justice, elles surmontent leurs divergences et leurs dissensions et, ce faisant, ouvrent la voie à une paix globale et durable. Pour la cause de l'humanité, il ne peut en être autrement. Telle est la noble mission et le grand défi qui se présentent aux Nations Unies.

Qu'il me soit permis, au nom de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de féliciter les Nations Unies à l'occasion de leur cinquantième anniversaire et pour leurs grandes réalisations.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de sa déclaration.

S. E. M. Mario Enrique Villarroel Lander, Président de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, est escorté de la tribune.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur pour la séance de ce matin.

J'aimerais demander à nouveau, et pour la dernière fois, aux participants de faire preuve de ponctualité et d'être présents à 15 heures cet après-midi.

La séance est levée à 13 h 15.